

Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité

Attaf appelle l'Afrique à parler d'une seule voix

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a appelé, hier, ses homologues africains à faire de la nouvelle édition du «Processus d'Oran» l'occasion de renouveler l'engagement de redoubler d'efforts pour «élaborer des solutions africaines aux maux africains».

Lire page 3



Photo : D.R. ©

Audience



Tebboune et Attaf reçoivent le président de la Commission de l'Union africaine...

... Et l'ambassadrice de la République de Serbie

Lire page 16

Sonelgaz rachète l'ENEL d'Azazga : une opération stratégique à 100 %

60 % d'importations économisées et un projet de 4,7 milliards de DA relancé

Lire page 4

Développement régional

Sayoud et Djellaoui inspectent les projets du programme complémentaire de développement

Lire page 16

Lancement des travaux de 2000 logements AADL3



46 000 unités en location-vente sur tout le territoire

Lire page 5

Un service en chinois pour l'APS



Un tournant stratégique pour son 64^e anniversaire

Lire page 16

PLF 2026 : 17.636 milliards de DA pour soutenir la croissance

L'économie attend une hausse de 4,1 % dès l'an prochain

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, hier à Alger, que les mesures contenues dans le Projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2026 contribueront à renforcer la dynamique de croissance de l'économie nationale, tout en soutenant sa diversification hors hydrocarbures et en préservant la dimension sociale de l'État. Présentant le texte devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par Azouz Nasri, M. Bouzred a expliqué que ce projet vise à répondre aux besoins socio-économiques des citoyens, à stimuler la croissance et à consolider les efforts de l'État dans la relance des grands projets structurants, la promotion de l'investissement et le développement des exportations. Selon les prévisions du PLF, l'économie nationale devrait maintenir un rythme de croissance soutenu avec 4,1% en 2026, 4,4% en 2027 et 4,5% en 2028, tandis que la croissance hors hydrocarbures devrait osciller entre 6% et 7% grâce à la dynamique touchant l'industrie, l'agriculture, la construction et les services.

Lire page 4



L'Echo Sportif

EN

La Coupe arabe comme tremplin pour certains joueurs ?

Coupe arabe FIFA 2025 (Gr. A / 1^{re} journée) : Syrie - Tunisie (1-0)

La Tunisie tombe d'entrée

Lire page 15

Protection civile

6 morts et 208 blessés en 24 heures



Six personnes ont trouvé la mort et 208 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont déploré le décès d’une personne (59 ans) intoxiquée par le monoxyde de carbone à l’intérieur de son domicile dans la wilaya de Batna, alors que des soins de première urgence ont été prodigués à 29 autres personnes incommodées par le même gaz émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l’intérieur de leurs habitations respectives dans plusieurs wilayas. Le bilan de la Protection civile fait état également de l’extinction de 5 incendies urbains et divers à travers les wilayas d’Alger, Djelfa, El Tarf, Skikda et Sidi Bel-Abbès.

M’sila

Trois morts et trois blessés dans un accident de la route à Khoubana

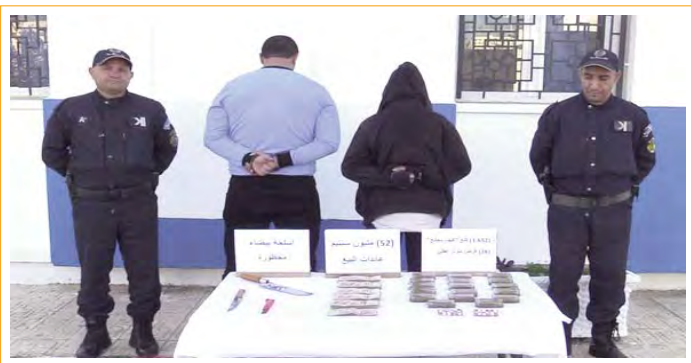
Trois personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dimanche soir dans un accident de la circulation survenu dans le territoire de la commune de Khoubana, près de Bou Saâda (wilaya de M’sila), a annoncé la Protection civile. L’accident, qui a eu lieu sur le chemin de wilaya N°9, a impliqué un camion et une voiture qui se sont télescopés, faisant trois morts sur place et dont l’âge varie de 32 à 45 ans, et trois blessés à différents degrés de gravité âgés de 37 à 39 ans. Les corps des victimes ont été transportés à la morgue de l’hôpital Rezig-Bachir de Bou Saâda, tandis que les blessés ont été évacués également par la Protection civile vers la même structure hospitalière. Les services de sécurité territorialement compétents ont de leur côté ouvert une enquête sur cet accident.

Sûreté d’Alger

Deux individus arrêtés et plus de 1,6 kg de kif traité saisi à Bouchaoui

La quatrième division de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya d’Alger a traité une affaire impliquant une bande de malfaiteurs versée dans le trafic illicite de stupéfiants (kif traité) et de substances psychotropes, dans le cadre d’un réseau criminel organisé transnational, composé de deux individus (une femme et un homme), et procédé à la saisie d’un kilogramme 652 g de kif traité». L’opération, menée sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, a été

menée «après exploitation d’informations faisant état d’un trafic de drogue de type «kif traité». Les suspects ont été identifiés et arrêtés grâce aux enquêtes de terrain». L’opération a également permis la saisie de «26 comprimés psychotropes, 52 millions de centimes et 3 armes blanches prohibées», ajoute la même source, soulignant que les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa, conformément à une procédure pénale.



Annaba

358 boissons alcoolisées saisies par la police à El Bouni

Les services de sécurité de la daïra d’El Bouni ont récemment mené une opération réussie contre la vente illégale de boissons alcoolisées. Un individu, âgé de 29 ans, a été arrêté en possession de 358 unités de boissons alcoolisées de différents types. Cette saisie intervient alors que les autorités locales intensifient leurs efforts pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes, en particulier contre le stockage et la commercialisation de produits sans autorisation légale. Après avoir accompli toutes les procédures légales nécessaires, le mis en cause a été présenté par-devant le procureur de la République près le tribunal d’El Hadjar. Il est poursuivi pour détention et stockage de boissons alcoolisées sans licence, en vue de leur vente. Enfin, cette opération illustre la vigilance des forces de l’ordre, ainsi que leur engagement à assurer le respect de la loi et la sécurité des citoyens dans la région.

4 nourrissons intoxiqués au K’hol Les toxicologues alertent !

L’utilisation du «Khôl» par voie orale peut s’avérer extrêmement dangereuse. Le Service de toxicologie du CHU Mohamed Lamine-Debaghine, de Bab El Oued, a émis samedi, une «alerte urgente» relative à l’utilisation de ce produit, notamment pour les nourrissons, causant des intoxications au plomb. «Le service de toxicologie enregistre une augmentation inquiétante de cas de saturnisme aigu liés à l’utilisation du Khôl (produit contenant des quantités très élevées de plomb) par voie orale à des fins médicinales traditionnelles», a indiqué le service dans son alerte postée sur les réseaux sociaux dans le but d’alerter contre «l’empoisonnement des enfants». En plus du décès d’un nourrisson de 14 mois avec une plombémie (mesure du taux de plomb dans le sang) à 102 µg/L, le service a rapporté trois cas graves de nourrissons, le premier de 19

mois (plombémie 52,5 µg/L) en hospitalisation prolongée, le deuxième de 12 mois (plombémie 722,4 µg/L), avec des complications sévères, et le troisième, de 10 mois, avec une suspicion de saturnisme aigu (plombémie non réalisée). Des taux qui témoignent, estime le service de toxicologie du CHU de Bab El Oued, «d’une intoxication sévère et potentiellement mortelle», soulignant que «l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) a fixé le seuil d’alerte à 50 µg/L chez l’enfant». Le service n’a pas donné de bilan chiffré sur une période donnée, mais en émettant cette alerte, il est clair que la situation les inquiète. Le même service a tenu à rappeler que «le plomb est un neurotoxique puissant, particulièrement dangereux pour les enfants et les nourrissons», qui peut provoquer «anémie sévère, convulsions, coma et décès».

Oum El Bouaghi

475 affaires relatives au foncier agricole devant la justice



Lors d’un point de presse au siège de la wilaya regroupant le chef de cabinet, le directeur de l’ONTA et la presse locale, le foncier agricole a été cité en pole position pour son importance et pour les problèmes que rencontrent les agriculteurs. A titre d’exemple, la régularisation des conflits entre nouveaux exploitants rentrant dans le cadre de la concession et les anciens bénéficiaires qui réclament leurs terres exploitées par leurs ancêtres depuis la nuit des temps. Le directeur de l’ONTA a avancé le chiffre de 475 affaires entre les mains de la justice, dont 10 sur 40 ont été régularisées définitivement. Alors que d’autres subissent une enquête administrative par la commission de wilaya afin d’assainir le foncier agricole de l’Etat, selon le communiqué ministériel N°2 daté du 1^{er} juin 2025.

Inondations en Asie

Le bilan dépasse les 1000 morts

Le bilan des récentes inondations qui ont frappé l’Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et le Sri Lanka est passé à plus de 1000 morts, dont 502 dans l’île indonésienne de Sumatra. Un précédent bilan a fait état d’au moins 940 morts. Les autorités de ces pays asiatiques s’activaient pour dégager les routes et les débris et tenter de retrouver des personnes portées disparues après des pluies diluviennes, des crues subites et des glissements de terrain. En Asie du Sud-Est, l’Indonésie, pays de loin le plus touché, déplore au moins 502 morts, tandis que plus de 500 personnes sont toujours portées disparues, selon un dernier bilan de l’agence de gestion des catastrophes.



Quotidien National d’Information

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Fondateur
Tewfiq Meraou

Directeur de la Publication
Ahsene Saaïd

Directrice de la Rédaction
D^r Lila Meraou

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger

Rédaction : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger

Tél-Fax : 023 54 80 82

Administration et Publicité

Tél-Fax : 023 54 80 81

بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

Compte N° : 00500111400213631013

Diffusion
Ouest-Centre-Est

Zigzag Presse

Impression
SIA

«POUR VOTRE PUBLICITE S’ADRESSER A :

L’Entreprise Nationale de communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l’objet d’aucune réclamation.



WWW.lechodalgerie.dz



E-mail : echodalgerie@gmail.com



L’Echo d’Algérie Quotidien National d’Information



@echodalgerie_dz

Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité

Attaf appelle l'Afrique à parler d'une seule voix



Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a appelé, hier, ses homologues africains à faire de la nouvelle édition du «Processus d'Oran» l'occasion de renouveler l'engagement de redoubler d'efforts pour «élaborer des solutions africaines aux maux africains».

Dans une allocution prononcée à l'ouverture du 12^e séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique «Processus d'Oran», Attaf a souligné la nécessité de renouveler l'engagement de «plaider d'une seule voix pour les priorités de l'Afrique au Conseil de sécurité et dans tous les forums multilatéraux». Présentant aux participants les salutations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui bénit ce processus, lui accorde la plus grande attention et veille avec un soin particulier à en assurer la pérennité et le renforcement, il a mis l'accent sur l'importance de renouveler l'engagement de «poursuivre la mobilisation afin de mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans les instances où se prennent les décisions internationales». Attaf a jugé, dans ce contexte, que l'Afrique a aujourd'hui «plus que jamais besoin de renforcer son rôle diplomatique, de concevoir et de mettre en œuvre des solutions africaines aux problèmes africains», et de «raviver sa tradition diplomatique» dont l'efficacité «a été démontrée tout au long de son histoire récente et plus ancienne», rappelant que celle-ci repose sur un dialogue constructif avec toutes les parties prenantes et animée par des initiatives de médiation proactive permettant de prévenir l'escalade et d'éviter la complexification des crises. Il a estimé, à ce titre, que la nouvelle édition du «Processus d'Oran» constitue l'occasion d'évaluer «les avancées remarquables accomplies dans la mise en œuvre de cette vision stratégique et sa traduction en une réalité tangible au sein des Nations unies et de leur Conseil de sécurité». Il s'est félicité, à ce propos, de l'instauration du «Processus d'Oran» comme «rendez-vous continental régulier, établi de manière formelle» à l'agenda de l'Union africaine et de son Conseil de paix et de sécurité. Le ministre s'est dit, en outre, «fier» que les trois pays africains au Conseil de sécurité forment désormais «un bloc unique et uni, un bloc reconnu, doté d'une identité affirmée et de positions solides et cohérentes», mais aussi que l'Afrique ait «atteint un statut qu'aucun autre continent n'a atteint avant elle», celui d'être représentée non par des voix nationales dispersées, mais par «une seule voix, unifiée, la voix du continent africain dans son ensemble». Des acquis, a-t-il poursuivi, qui «n'auraient pu être réalisés sans l'engagement de tous les Etats africains et leur adhésion aux objectifs du Processus d'Oran». Rappelant que l'Algérie s'apprête à conclure son mandat au Conseil de sécurité, M. Attaf a souligné qu'«avec nos partenaires de la République fédérale de Somalie et de la République de Sierra Leone, nous nous sommes attachés à former un bloc cohérent au sein du Conseil un bloc qui exprime des positions africaines, et non des positions nationales, chaque fois que les questions de paix et de sécurité en Afrique étaient en jeu». «Nous nous sommes attachés à ce que nos positions s'appuient sur les décisions de l'Union africaine, à ce que nos initiatives soient conformes aux orientations de son Conseil de paix et de sécurité, et à ce que nos actions soient pleinement en harmonie avec la doctrine africaine consacrée en matière de prévention des causes de tension et de conflit», a-t-il ajouté. Evoquant la conjoncture internationale actuelle, le ministre a affirmé que l'humanité traverse «une période de profonde crise, d'instabilité aiguë et de complexité extrême», marquée par «la polarisation, les divisions et les conflits», et par une «volonté déterminée à remettre en cause les acquis les plus précieux de l'humanité depuis les débuts de son histoire». Il s'est attardé, dans ce contexte, sur la guerre au Soudan générant «la plus grave crise humanitaire au monde, sans que ne pointe à l'horizon la moindre perspective de règlement politique susceptible de mettre fin aux souffrances du peuple soudanais» et sur la crise en Libye, après quatorze années, «devenue un dossier oublié». Il a également évoqué le conflit au Sahara occidental, qui marque cette année «soixante-deux ans depuis que la communauté internationale s'est engagée», en inscrivant ce territoire sur la liste des territoires non autonomes, à «permettre à son peuple d'exercer son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination», et la situation dans la région sahélo-saharienne qui «a dépassé tous les seuils de crise sur les plans sécuritaire, politique et économique sans qu'aucune initiative significative n'émerge». De même, les situations dans d'autres régions en Afrique, notamment dans la région des Grands Lacs et dans la Corne de l'Afrique «démontrent que l'absence de solutions durables ne fait que reproduire les mêmes crises sous des formes plus», a-t-il déploré. Il a regretté, à ce titre, le recul du rôle diplomatique continental devenu «une caractéristique marquante du paysage africain de la paix et de la sécurité». «La faible attention africaine portée à nos propres zones de tension a été un facteur déterminant de leur marginalisation dans l'agenda multilatéral international», a-t-il expliqué, soulignant que «la rareté des initiatives africaines pour résoudre les conflits a ouvert un large espace aux interventions extérieures». Le CPS avait adopté, à l'initiative de l'Algérie et sous sa présidence, un communiqué définissant un processus clair pour renforcer la complémentarité



entre les architectures continentales de sécurité et de gouvernance, dans le cadre de sa contribution active à la promotion de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique. Ce communiqué a été adopté lors d'une réunion du CPS présidée par le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'UA et président du Conseil pour le mois d'août, Mohamed Khaled. Lors de cette réunion consacrée au renforcement de la coordination entre le CPS et la Plateforme de l'Architecture africaine de gouvernance et de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AGA-APSA) et le sous-comité sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance, l'accent a été mis sur l'urgence de renforcer la synergie et la coordination institutionnelle entre les deux Architectures. Cette démarche vise à harmoniser les initiatives et à coordonner leur mise en œuvre afin d'obtenir des résultats collectifs dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratie, de la gouvernance, de l'alerte précoce et du règlement des conflits, et de contribuer, ainsi, à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063. Face aux défis actuels, le CPS a exprimé sa vive préoccupation quant à la montée des menaces géopolitiques, notamment les ingérences étrangères et l'exploitation illicite des ressources naturelles du continent. Aussi, a-t-il appelé à une réponse urgente de l'UA, à travers la mise en place de mécanismes unifiés pour faire face aux crises et aux menaces, consolider la souveraineté africaine et protéger les intérêts du continent.

Sur proposition de l'Algérie, le Conseil de paix et de sécurité a également appelé la Commission de l'UA, en coordination avec la plateforme AGA-APSA, le sous-comité sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), à mettre en place une matrice globale définissant l'ensemble des cadres juridiques de l'UA en matière de gouvernance, de droits de l'homme et de paix et de sécurité, à évaluer l'efficacité et à élaborer un plan d'action cohérent pour relever les défis complexes.

Le CPS a, par ailleurs, exhorté les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier les instruments et traités portant sur les valeurs communes de l'UA, en particulier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG), les invitant à les intégrer dans leurs législations nationales. Dans le même contexte, le communiqué a appelé les Etats membres à apporter le soutien politique nécessaire à la mise en œuvre du Rapport sur la gouvernance en Afrique, élaboré par la Plateforme AGA-APSA sous la supervision du MAEP, dont le Forum des chefs d'Etat et de gouvernement est présidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, jusqu'en février 2026. Affirmant que l'être humain est au cœur du développement durable, le communiqué a souligné l'importance d'adopter une approche globale et intégrée dans le renforcement de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, tout en insistant sur la nécessité d'une participation active des jeunes et des femmes et de la mobilisation des

organisations de la société civile, des médias et du milieu universitaire, afin de rapprocher le CPS, et à travers lui l'UA, des peuples africains. L'Algérie qui a toujours plaidé pour une approche globale et intégrée dans le cadre de la résolution des conflits et des crises qui secouent la région du Sahel, vient, une fois de plus, réaffirmer ses positions, tout en précisant que cette approche doit englober deux segments importants, à savoir les projets de développement et l'aspect sécuritaire, notamment à la lumière des derniers développements survenus dans certains pays de la région où plusieurs coups d'Etat ont été opérés. Dans ce contexte difficile, l'Algérie, à travers son président de la République, constitue une voix de sagesse qui doit être écoutée avec attention et sans aprioris car à travers ses positions immuables, ses propositions mûries et ses actions diplomatiques reconnues, elle apporte une vision de neutralité et de détachement nécessaires à toute prise de décision efficace, car elle est l'un des principaux porte-parole des pays non-alignés, de l'Afrique, des pays du Sud, et est farouchement attachée à la souveraineté des Etats ainsi qu'aux droits légitimes des peuples. En matière de paix et de sécurité internationale, l'Algérie a maintenu une position claire en faveur du multilatéralisme et de la résolution des conflits par les voies non-violentes, diplomatiques et sans ingérence des forces étrangères. Elle a prouvé que sa lecture des crises politiques et sécuritaires sont les plus sages et les moins dommageables. L'Algérie est également un pivot incontournable dans la lutte contre le terrorisme transnational et le crime organisé. Elle est, sans concession, la voix acharnée qui rappelle au monde que les peuples palestinien et sahraoui souffrent encore d'un mal qu'on pensait aboli au siècle dernier et qui est celui de la colonisation. A cet égard, le président de la République avait indiqué que le nombre d'étudiants africains en Algérie «avoisine les 6000 étudiants, soit 6000 bourses d'études», réaffirmant l'engagement de l'Algérie à «offrir annuellement 2000 bourses d'études dans l'enseignement supérieur et 500 bourses dans la formation professionnelle aux étudiants africains». «Partant de l'esprit authentique de sa politique extérieure reposant sur la priorité attachée à la solidarité africaine», l'Algérie «n'a ménagé aucun effort pour contribuer au développement de l'éducation, de l'enseignement et de la formation dans le continent, accueillant des étudiants de différents pays africains frères dans ses universités, instituts de formation et centres d'apprentissage», a affirmé le président de la République. Il s'est dit fier des opportunités d'études et de formation offertes par l'Algérie, depuis son indépendance, à «65 000 jeunes étudiants africains dans diverses spécialités», ajoutant que le pays «s'emploie à construire et à mettre à niveau des écoles dans nombre de pays africains». Le chef de l'Etat avait souligné l'engagement de l'Algérie à œuvrer à «augmenter ces chiffres», ainsi que son engagement, dans le cadre de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACI), à «ouvrir une banque dédiée à l'éducation, selon la demande des frères africains». Pour lui, «tout cela reflète notre contribution aux efforts collectifs visant à promouvoir les systèmes éducatifs dans notre continent et traduit notre volonté indéfectible de renforcer la coopération et la solidarité continentale et d'établir des passerelles de communication dans sa dimension humaine à travers l'échange d'étudiants entre les peuples africains».

T. Benslimane

PLF 2026 : 17.636 milliards de DA pour soutenir la croissance L'économie attend une hausse de 4,1 % dès l'an prochain

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, hier à Alger, que les mesures contenues dans le Projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2026 contribueront à renforcer la dynamique de croissance de l'économie nationale, tout en soutenant sa diversification hors hydrocarbures et en préservant la dimension sociale de l'État.

Présentant le texte devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par Azouz Nasri, M. Bouzred a expliqué que ce projet vise à répondre aux besoins socio-économiques des citoyens, à stimuler la croissance et à consolider les efforts de l'État dans la relance des grands projets structurants, la promotion de l'investissement et le développement des exportations. Selon les prévisions du PLF, l'économie nationale devrait maintenir un rythme de croissance soutenu avec 4,1% en 2026, 4,4% en 2027 et 4,5% en 2028, tandis que la croissance hors hydrocarbures devrait osciller entre 6% et 7% grâce à la dynamique touchant l'industrie, l'agriculture, la construction et les services. Le ministre a également précisé que le texte comporte des dépenses prévisionnelles de 17.636,7 milliards de DA pour 2026, dont 6.005 milliards de DA dédiés aux dépenses de transfert, incluant les subventions aux établissements publics, aux universités, aux centres de formation, les pensions de retraite, l'allocation chômage, ainsi que 675 milliards de DA pour les produits

de large consommation. Les dépenses d'investissement, couvrant à la fois les nouveaux projets et ceux en cours de réalisation, sont maintenues dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances. Bouzred a cependant annoncé que des amendements seront proposés pour améliorer la formulation des lois budgétaires, notamment l'abrogation de l'obligation d'un budget triennal, jugée contraignante dans un contexte économique international fluctuant. Parmi les dispositions législatives, le ministre a mis en avant les mesures destinées à stabiliser les prix des produits de large consommation, régulariser la situation fiscale des contribuables en retard de paiement, soutenir les start-up, les incubateurs, l'innovation et encourager l'entrepreneuriat. Il a également insisté sur la poursuite du soutien au secteur de l'habitat, en particulier le programme de logements «AADL», ainsi que sur la promotion de l'environnement et de l'énergie verte. Le texte prévoit en outre des amendements à la loi monétaire et bancaire, portant notamment sur le relèvement de la durée de règlement des avances du Trésor public



auprès de la Banque d'Algérie, de 1 à 2 ans, et l'augmentation de leur plafond de 10% à 20% des revenus annuels. Dans son rapport préliminaire, la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, par la voix de son rapporteur

Nouredine Habib, a salué les efforts entrepris en matière de réforme économique, notamment le soutien à l'investissement local et les hausses significatives des salaires.

Yasmine Derbal

Numérisation de la justice 95 % des juridictions équipées en paiement électronique



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a affirmé, hier à Blida, que le secteur judiciaire a accompli des avancées majeures dans son processus de transition numérique, jetant ainsi «les bases d'un point de départ décisif pour une justice ancrée dans

l'intégrité, l'efficacité et la transparence». Supervisant l'ouverture d'une journée d'étude consacrée à la transformation numérique dans le secteur de la Justice et à son rôle dans la promotion du travail judiciaire, en présence du premier président de la Cour suprême,

Tahar Mamouni, le ministre a rappelé que la numérisation demeure «une priorité majeure» pour son département. Celui-ci a engagé des mesures concrètes touchant à la fois l'activité judiciaire, la gestion administrative, financière et les services fournis aux citoyens. Parmi ces acquis, M. Boudjemaa a cité la mise en place d'un réseau informatique interne, la création d'un centre principal de données accompagné d'un centre de secours, garantissant la continuité des systèmes d'information et des services judiciaires en cas de nécessité. Le ministre a également évoqué les efforts visant à généraliser la numérisation dans les différentes structures, notamment à travers la modernisation des services électroniques et l'adaptation continue des systèmes aux évolutions technologiques. Il a rappelé que ces avancées s'inscrivent pleinement dans les engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider la transformation numérique globale, à améliorer l'efficacité du service public et à garantir une justice de qualité. Parmi les réalisations les plus significatives, il a été souligné que 95% des juridictions sont désormais équipées de terminaux de paiement électronique, et qu'un

système d'échange électronique d'informations a été mis en place entre la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption et les instances judiciaires. M. Boudjemaa a insisté sur la nécessité d'élargir davantage les services électroniques à distance et de poursuivre les projets de modernisation du service public judiciaire. De son côté, le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, a salué les «avancées majeures» accomplies par le secteur pour passer du système judiciaire traditionnel basé sur le papier vers un système électronique modernisé. Il a souligné les progrès réalisés en matière de numérisation des dossiers judiciaires et la mise à disposition d'applications et de services numériques par le ministère. Organisée par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en partenariat avec le ministère de la Justice, cette journée d'étude a constitué un espace d'échanges scientifiques et d'expériences entre magistrats et chercheurs, consacré à l'analyse de la transition numérique du secteur et à l'examen des perspectives de développement au service de l'efficacité judiciaire et de la protection des droits garantis par la Constitution.

Nora Mohammedi

Sonelgaz rachète l'ENEL d'Azazga : une opération stratégique à 100 % 60 % d'importations économisées et un projet de 4,7 milliards de DA relancé

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a annoncé, hier à Tizi-Ouzou, l'acquisition par le groupe Sonelgaz de l'entreprise Electro-Industries (ENEL) d'Azazga, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des transformateurs de distribution et des moteurs électriques. Cette décision, validée par les pouvoirs publics il y a trois mois sur proposition de Sonelgaz, fera du groupe public propriétaire à 100 % de l'ENEL dès le premier trimestre 2026. Selon M. Adjal, cette opération s'inscrit dans la vision stratégique de l'État visant à renforcer la souveraineté énergétique et à conquérir de nouveaux marchés internationaux, notamment en Afrique. Il a rappelé à ce titre les contrats déjà conclus avec la Mauritanie et le Nigeria, ainsi que les discussions en cours avec le Sénégal. Le ministre a salué les performances de l'ENEL durant les deux dernières années, lesquelles ont permis de réduire de plus de 60% la facture d'importation d'équipements électriques. Il a également indiqué que 90% des besoins nationaux en équipe-

ments électriques sont désormais produits localement. Au cours de sa visite, Adjal a inspecté l'avancement du projet de partenariat entre Sonelgaz, Electro Industries et la société indienne Vijay Electric Limited, portant sur la fabrication de transformateurs électriques haute tension. Lancé en 2018, ce projet d'un montant de 4,7 milliards de DA devait générer 358 emplois permanents, mais a été retardé en raison de la pandémie de la Covid-19 et du non-respect des engagements par certaines entreprises réalisatrices. Le ministre a donné des instructions fermes pour la livraison du projet au premier trimestre 2027, ainsi que pour l'ouverture du recrutement à partir du second semestre 2026. Lors d'une rencontre avec les autorités locales, il a également annoncé plusieurs mesures visant à améliorer le cadre de vie des populations, notamment l'octroi d'une enveloppe financière supplémentaire dédiée à l'électrification rurale. Cette dernière devrait permettre de soulager une partie des 35 000 foyers non encore raccordés à l'électricité et des 11 000 foyers non raccordés au



gaz dans la wilaya. Adjal a enfin instruit les responsables locaux d'accélérer le traitement des dossiers techniques liés au déplacement des lignes électriques pour les projets d'in-

vestissement, ainsi que l'ouverture de nouvelles agences Sonelgaz dans les dairas encore non couvertes.

Rym Hamzaoui

Mouloudji lance la plateforme nationale anticorruption Une application mobile pour signaler et renforcer l'intégrité publique

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Femme, Soraya Mouloudji, a supervisé, hier à Alger, l'ouverture de la journée médiatique et de formation dédiée au lancement de la nouvelle plateforme numérique de signalement de la corruption et de son application mobile associée.

Cette initiative entre dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, visant à promouvoir l'intégrité, renforcer la transparence dans la gestion des fonds publics et impliquer davantage citoyens et institutions dans le processus de bonne gouvernance. La cérémonie s'est déroulée en présence de Salima Masrati, présidente de la haute autorité pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption, ainsi que de représentants d'instances nationales constitutionnelles, de la sécurité et de l'intérêt militaire. Dans son allocution, la ministre a souligné que son département œuvre, en coordination avec la Haute Autorité, à mettre en place l'indice «Intégrité», un outil essentiel destiné à promouvoir une culture institutionnelle basée sur la transparence, la performance, l'éthique professionnelle et le respect des normes juridiques. Mme Mouloudji a précisé que cet indice repose sur un cadre clair permettant d'évaluer objectivement le niveau d'intégrité au sein de son secteur, d'encourager le professionnalisme, la responsabilité et la discipline, et de prévenir les écarts comportementaux grâce à un système d'alerte précoce. La ministre a également présenté le blog des règles de conduite et d'éthique professionnelle élaboré par son ministère. Cette charte constitue l'un des piliers essentiels du renforcement de l'intégrité dans les institutions du secteur. Elle va au-delà d'un simple texte organisationnel : elle représente un véritable engagement collectif envers les valeurs de

justice, d'équité, de responsabilité et de respect du bien public, fondé sur un diagnostic participatif et approfondi des défis rencontrés dans les services sociaux.

Lancement officiel de l'application de signalement de la corruption

Mouloudji a procédé au lancement officiel de l'application électronique de signalement de la corruption, téléchargeable sur smartphone. Cette interface intuitive permet aux citoyens et aux employés de déposer des signalements, de télécharger des preuves numériques lorsque nécessaire, et de suivre l'état d'avancement des dossiers en toute transparence. Le communiqué rappelle qu'entre le 1er et le 30 novembre 2025, plusieurs sessions de formation et de sensibilisation ont été organisées dans les différentes directions de l'Action sociale et de la Solidarité. Elles ont porté sur l'éthique professionnelle, l'intégrité, la prévention de la corruption, l'autorégulation et l'usage des outils modernes de gouvernance.

La ministre a salué les efforts coordonnés de l'ensemble des partenaires institutionnels, notamment la haute autorité pour la transparence, l'Inspection générale des finances, les universités, ainsi que les experts en gouvernance et en contrôle financier. Elle a souligné que l'amélioration de la performance publique et la consolidation de l'intégrité constituent un travail collectif nécessitant investisse-



ment, formation, renforcement des compétences et ouverture au partenariat. Elle a conclu en affirmant que la modernisation de la gouvernance repo-

se sur une approche intégrée alliant valeurs, mécanismes institutionnels et technologies innovantes.

Sonia Stambouli

Oued Righ Un projet de 4 milliards de dinars pour traiter définitivement le canal



Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé, lundi à El Meghaïer, que la problématique du canal d'Oued Righ est pleinement prise en charge par les pouvoirs publics, en raison de son importance pour la population locale et la préservation de l'environnement. Cette déclaration intervient lors de sa visite de travail dans la région. Derbal a rappelé l'importance stratégique du canal, qui draine les excédents d'eau de la région d'Oued Righ. Il a annoncé que l'étude relative à la portion du canal située dans la wilaya d'El Meghaïer est désormais finalisée, et qu'une première tranche du projet a été inscrite dans la Loi de finances 2026 pour un montant de 4 milliards de DA. Les services hydrauliques ont enregistré un débit d'écoulement atteignant 7 m³/seconde, un volume important qui nécessite une réflexion approfondie quant à son exploita-

tion à des fins agricoles. À cet effet, le ministre a fait état d'un projet intégré incluant la réalisation d'une station de traitement et de déminéralisation, afin d'apporter une solution durable à cette problématique qui représente une menace pour la santé publique et l'environnement. Le ministère prévoit également des actions destinées à réduire la salinité des sols agricoles grâce à un réseau d'assainissement plus performant, permettant le traitement et la réutilisation des eaux du canal, notamment dans l'irrigation. Selon les explications présentées à la délégation, la zone touchée par cette problématique couvre une superficie de plus de 679 000 hectares, répartis sur quatre communes et abritant un patrimoine de plus de deux millions de palmiers. Derbal a insisté sur la nécessité de préserver le matériel dédié au curage du canal et de renforcer la formation des équipes chargées de son entretien, afin d'améliorer le rendement de ce service public majeur. Dans la commune de Sidi-Amrane, le ministre a également inspecté un projet de forage albien profond destiné à l'alimentation en eau potable. Il a souligné l'impératif du respect des délais et de la qualité des travaux, compte tenu de l'impact direct sur la vie quotidienne des habitants, notamment dans les zones connaissant un déficit hydrique accentué par l'expansion urbaine. Par ailleurs, M. Derbal a donné des instructions aux responsables de l'Algérienne des eaux (ADE) et de l'Office national d'assainissement (ONA) afin d'élaborer un programme visant au transfert de la gestion de l'eau et de l'assainissement des communes vers ces deux entreprises d'ici à 2026, pour garantir une meilleure coordination et une gestion plus souple des réseaux. La visite ministérielle s'est poursuivie avec la mise en service d'un château d'eau d'une capacité de 2000 m³, ainsi que de la station de pompage principale du réseau d'assainissement de la commune de Djamaâ. Le ministre a également inspecté d'autres projets structurants au chef-lieu de wilaya.

Sarah Cheriet

Lancement des travaux de 2000 logements AADL3 46 000 unités en location-vente sur tout le territoire

Le directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Riad Guemdani, a procédé lundi, dans la wilaya de Saïda, à la pose de la première pierre d'un projet de 2000 logements en formule location-vente dans le cadre du programme «AADL3». Accompagné du wali de Saïda, Amoumen Marmouri, M. Guemdani a déclaré lors de la cérémonie organisée au nouveau pôle urbain d'Aïn Zarga (commune d'Ouled Khaled) que la wilaya dispose de réserves foncières importantes ayant facilité l'implantation de ce quota. Il a souligné que l'entreprise chargée des travaux possède toute l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet, ajoutant que les études des logements «AADL3» ont été élaborées par de jeunes ingénieurs diplômés des universités algériennes. Ces études introduisent un nouveau style architectural, tant pour les façades que pour l'aménagement extérieur, afin de répondre aux attentes

des citoyens. Le directeur général a également indiqué que les logements du programme seront réalisés selon le nouveau système antisismique, fondé sur l'utilisation des techniques structurelles les plus modernes pour renforcer la sécurité des bâtiments face aux séismes. M. Guemdani a rappelé que le nombre global de logements déjà implantés dans le cadre de la formule location-vente «AADL3» s'élève à 11 650 unités, réparties entre Constantine (8050 logements), Ouargla (1600) et Saïda (2000). Ce programme se poursuivra à travers tout le pays pour atteindre l'objectif fixé de 46 000 logements, tel qu'annoncé par le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi. Selon les services du logement de la wilaya, le projet de Saïda couvre une superficie de 22 hectares, pour un délai de réalisation de 24 mois et un budget estimé à plus de 8 milliards de dinars.

Hakim R.



Journée mondiale du sida L'Algérie renforce sa stratégie 2024-2028

Le ministère de la Santé a célébré, hier à Alger, la Journée mondiale de lutte contre le VIH/sida, une occasion de mettre en lumière les efforts déployés par l'Algérie ces dernières années en matière de surveillance, de dépistage et d'accès au traitement antirétroviral. Dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Mohamed Talhi, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a rappelé que l'Algérie a réalisé «d'importants progrès» pour consolider la prise en charge des personnes vivant avec le VIH, renforcer la prévention et garantir l'accès aux soins. Il a réaffirmé l'engagement du secteur à poursuivre la mise en œuvre du Plan national stratégique 2024-2028 de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (MST) et le Sida. Placée sous le slogan : «Surmonter les perturbations, transformer la riposte au sida», cette journée constitue, selon le ministre, une opportunité pour renouveler la détermination de l'Algérie à contribuer pleinement aux objectifs fixés par l'ONUSIDA, visant à éradiquer le VIH à l'horizon 2030. M. Aït Messaoudène a insisté sur le rôle central du dépistage, du traitement, de la prévention et de l'amélioration de la qualité des services de santé, soulignant l'importance d'une coordination multisectorielle pour accélérer les avancées vers l'élimination du virus. La représentante de l'ONUSIDA en Algérie, Soraya Alem, a salué l'engagement continu du pays et les efforts considérables consacrés à la mise en œuvre du Plan national stratégique 2024-2028, rappelant que ces actions sont essentielles pour réduire les nouvelles infections. Pour sa part, la directrice de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles au ministère, Samia Hammadi, a insisté sur l'importance du renforcement des campagnes de sensibilisation et de prévention, estimant qu'elles permettront de réduire significativement le nombre de nouvelles infections au VIH.

Amina M.

L'orge plafonnée à 3.900 DA le quintal

Un plan national pour réduire les coûts et stabiliser la filière des viandes rouges

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie visant à soutenir et développer la filière de l'élevage, renforcer la production nationale de viande rouge et réduire les coûts pour les éleveurs, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a annoncé un ensemble de mesures concrètes ciblant les prix des aliments de bétail et leur disponibilité.

Ces décisions interviennent à la suite d'une rencontre nationale ayant réuni le ministère avec les représentants de la filière des viandes rouges, les éleveurs, la Chambre nationale d'agriculture et l'Union nationale des agriculteurs algériens. Les débats ont mis en évidence l'urgence de réguler les prix des aliments et d'assurer leur disponibilité permanente afin de préserver cette filière stratégique. L'orge sera désormais disponible toute l'année au niveau des coopératives des céréales et légumineuses (CCLS), et commercialisée à 3.900 DA le quintal. Une décision visant à mettre fin à la spéculation illégale qui a fait grimper son prix à plus de 5.000 DA par endroits. Afin de préserver le cheptel national et d'encourager les éleveurs à renforcer leurs troupeaux, le prix de l'orge subventionnée destinée aux femelles reproductrices reste fixé à 2.500 DA le quintal, dans l'ensemble des CCLS. L'Office national de l'alimentation du bétail adopte également de nouvelles mesures

pour produire un aliment composé — à base de son, de maïs et de soja — proposé à 3.150 DA le quintal pour les ovins et 3.300 DA pour l'engraissement bovin, garantissant une alimentation équilibrée et de qualité. Le ministère annonce en outre des mesures organisationnelles concernant la distribution du son, désormais proposé à 1.800 DA le quintal au niveau des minoteries pour l'ensemble des éleveurs, afin de stabiliser le marché et de sécuriser cette matière essentielle dans la ration animale. Toutes ces mesures feront l'objet d'un suivi continu de la part des services du ministère afin de s'assurer de leur efficacité et d'atteindre les objectifs fixés en matière de soutien à l'élevage, de réduction des coûts et de renforcement de la sécurité alimentaire. Le ministère réaffirme enfin son engagement à travailler avec l'ensemble des acteurs du secteur afin de valoriser les ressources animales nationales et de consolider la sécurité alimentaire du pays.

Amel Driss



Béchar lance la 4^e édition de la caravane «Un jeune, Une idée»

28 projets créés en deux ans



La 4^e édition de la Caravane nationale «Un jeune, Une idée» a été lancée, hier, à la Faculté de médecine de l'Université Tahri-Mohamed de Béchar (UTMB). Cette manifestation de deux jours met en avant l'innovation, l'esprit d'initiative et l'entrepreneuriat des jeunes diplômés. Dès l'ouverture, le wali de Béchar, Ahmed Benyoucef, a donné le coup d'envoi de

l'événement, soulignant l'importance que l'État accorde à la création de micro-entreprises par les jeunes universitaires, ainsi que le soutien institutionnel mis en place pour les accompagner dans leurs projets. Une dizaine de projets novateurs portés par de jeunes diplômés de l'UTMB sont exposés à cette occasion. Le programme prévoit également des échanges d'ex-

périences entre jeunes porteurs de projets et ceux aspirant à créer leur propre startup ou micro-entreprise. Le coordinateur national de la caravane, Anis Bentayeb, a indiqué que cette initiative vise principalement à encourager les jeunes diplômés de l'Université, ainsi que ceux issus du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, à lancer leurs propres entreprises, contribuant ainsi au développement socio-économique du pays. Pour sa part, le secrétaire général de l'organisation estudiantine «Solidarité nationale estudiantine» (SNE), Nebhi Mohamed, a mis en avant l'importance de tels rendez-vous pour initier les jeunes porteurs de projets au monde de l'entrepreneuriat et renforcer leur culture économique et managériale. Cette caravane bénéficie du soutien de plusieurs départements ministériels, dont la Formation et l'Enseignement professionnels, l'Environnement, la Jeunesse, la Culture, le Tourisme, ainsi que le ministère de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises. Selon le responsable local de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), Seddiki Ahmed Mahmoud, la wilaya de Béchar a enregistré 28 projets créés entre janvier 2024 et octobre 2025 par de jeunes diplômés de l'UTMB et des centres et instituts nationaux de formation professionnelle. Ces projets couvrent divers secteurs, notamment la santé, l'aquaculture, le sport et les services.

Abdallah M.

Vers un système national de données plus performant

Le ministère de l'Industrie accélère l'harmonisation des méthodes et la qualité statistique

La deuxième journée de la Conférence nationale sur l'innovation s'est poursuivie aujourd'hui au siège du ministère de l'Industrie, où les travaux ont été axés sur l'amélioration de la performance de l'Algérie dans l'Indice mondial de l'innovation. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coordination institutionnelle, l'amélioration de la qualité des données nationales et la mise en place d'une méthodologie harmonisée pour le suivi des indicateurs. Une réunion centrale de coordination a été présidée par Mahmah Bouziane, directeur général de la Promotion de la qualité, de l'innovation et de la sécurité industrielle, et président du comité national mixte (GII-Algérie). Cette rencontre a réuni les membres du comité, des cadres du ministère et des représentants des organismes qui lui sont rattachés. Les participants ont évalué le niveau d'avancement des recommandations liées à l'Indice mondial de l'innovation et ont défini des priorités communes visant à améliorer les sous-indicateurs liés au secteur industriel. Une séance technique a ensuite été consacrée au développement d'outils de collecte de données ainsi qu'au renforcement du système d'information dédié au suivi des indicateurs d'innovation. L'objectif est d'assurer une plus grande précision et une meilleure conformité aux méthodologies internationales adoptées dans l'évaluation du classement mondial. La journée a également été marquée par une réunion en visioconférence avec des experts

de l'Institut de statistique de l'Unesco à Montréal. Les discussions ont porté sur les dernières normes statistiques internationales et les moyens d'améliorer la qualité des données nationales afin de répondre aux exigences utilisées dans le cadre de l'évaluation de l'innovation à l'échelle mondiale. De larges échanges ont suivi entre les directions techniques et les différentes institutions affiliées au ministère. Ils ont porté sur le partage des meilleures pratiques dans l'élaboration des rapports, l'harmonisation des méthodes de travail, ainsi que sur l'importance de l'innovation industrielle et de la recherche appliquée dans la progression des entreprises. Ces efforts coordonnés visent à atteindre plusieurs objectifs stratégiques : améliorer la qualité des données nationales, valoriser les efforts déployés au niveau international, rehausser la position de l'Algérie dans l'Indice mondial de l'innovation et renforcer sa présence dans les rapports internationaux dédiés à l'innovation. Les travaux de la journée se sont clôturés par une réaffirmation de la nécessité de poursuivre la coordination interne au sein du secteur. Les participants ont également appelé à l'adoption d'un plan d'action clair dès l'année prochaine pour améliorer les indicateurs liés à l'innovation industrielle, conformément à la vision nationale de développement de l'écosystème de l'innovation en Algérie.

Malik C.

1000 bénéficiaires et un dispositif pour former une nouvelle génération de décideurs

Hidaoui installe le comité du programme national des jeunes leaders

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a procédé à l'installation du comité d'organisation chargé de superviser le lancement du programme national de qualification des jeunes leaders, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. La cérémonie s'est tenue dimanche au Centre culturel Arezki-Taboudouch à Ben Aknoun, où Hidaoui a souligné que ce programme constitue «une démarche concrète consacrant la reconnaissance, par les institutions de l'État, des capacités des jeunes et l'ouverture de nouvelles perspectives visant à les préparer à participer à la gestion des affaires publiques». Le ministre a précisé qu'il s'agit d'«une expérience unique en son genre», reposant sur une formation de qualité et un accompagnement de terrain permettant aux jeunes d'assumer des responsabilités dans divers domaines. Il a également insisté sur le rôle du comité installé, chargé d'assurer une préparation optimale des différentes étapes du programme afin de garantir un lancement officiel dans les meilleures conditions. Hidaoui a rappelé que le principal enjeu consiste à encourager les jeunes, à les autonomiser et à leur permettre de jouer un rôle moteur dans le développement national, tout en valorisant leur potentiel créatif. Il a réaffirmé l'engagement du ministère à accompagner toutes les initiatives susceptibles de renforcer la participation des jeunes au processus décisionnel et de leur offrir des espaces d'influence concrets. Le programme, inédit dans sa conception, s'étend sur une année entière et implique un suivi de terrain continu pour renforcer l'impact positif des jeunes dans différents espaces publics et institutionnels. Selon le ministère, 1000 jeunes, hommes et femmes, issus des différentes wilayas ainsi que de la diaspora, bénéficieront de ce dispositif. Ils seront accompagnés pour implanter leurs projets au sein des établissements de jeunes, afin que ceux-ci deviennent de véritables pôles de créativité, de formation et d'encadrement.

Hakima H.

Tipasa

Réalisation de six transformateurs électriques dans les nouvelles extensions urbaines

Les infrastructures du réseau de distribution électrique de la wilaya de Tipasa ont été renforcées par la réalisation de 6 transformateurs électriques au niveau des nouvelles extensions urbaines, a-t-on appris auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

La réalisation de ces six nouveaux postes électriques d'une capacité de 630 kva, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau électrique en vue de développer et d'améliorer la qualité du service public, ainsi que la couverture de la demande croissante en énergie électrique. Il s'agit, notamment de la réalisation d'un transformateur électrique dotée d'une ligne de 900 mètres linéaires au niveau du Douar Serhane de la commune de Tipasa, ainsi que d'un autre poste avec un réseau de plus de 10 000 mètres linéaires au Douar Ben Nessah de la commune de Hattatba, des quartiers ayant connu des extensions urbaines nécessitant le renforcement de leur réseau par ces nouveaux équipements. Deux autres

postes électriques ont été réalisés dans la commune de Koléa, avec un réseau de 500 mètres linéaires, alors qu'un autre poste a été mis en service au lieu-dit «Bab El Gharb» de la commune de Cherchell. Un 6^e transformateur électrique a été installé au Douar Sidi Askar, dans les hauteurs de la commune montagnaise de Beni Milek, avec un réseau de 340 mètres linéaires. Ces projets, destinés à assurer l'alimentation en énergie électrique de plus de 4000 foyers, s'inscrivent dans le cadre des efforts de la Direction du secteur visant à renforcer et moderniser les infrastructures électriques, garantir la stabilité du réseau et améliorer la qualité du service.

Mounir A.



Blida

74 demandes de cession du droit de concession agricole enregistrées

L'antenne de Blida de l'Office national des terres agricoles (ONTA) a enregistré 74 demandes de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers, a-t-on appris auprès de cette structure. Quelque 74 exploitants agricoles ont introduit des demandes de cession du droit de concession qui leur avait été accordé pour l'exploitation de terres agricoles dans le cadre de la loi 10-03 du 15 août 2010 fixant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de

l'Etat, a indiqué le directeur local de l'ONTA, Yacine Ouania. Il a souligné que la wilaya a été la première à délivrer un contrat de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers, après approbation du wali, les autres dossiers étant en cours d'examen par la commission compétente, notamment au regard du droit de préemption. L'Office a également réceptionné 29 demandes de régularisation, en application de l'instruction ministérielle N°0815 du 21 mars 2024, émise

par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la mise en œuvre du décret exécutif 24-55 du 23 janvier 2024 fixant les conditions d'attribution des terres agricoles du domaine privé de l'Etat pour la mise en valeur par concession. M. Ouania a ajouté que la commission technique de promotion de l'investissement agricole, présidée par le directeur général de l'ONTA, a approuvé l'ensemble des demandes déposées. Les procédures se poursuivent pour

délivrer aux exploitants les attestations de qualification et contrats de concession leur permettant d'obtenir la carte d'agriculteur et d'accéder à l'ensemble des dispositifs publics de soutien destinés au développement du secteur. Cette opération permettra également de traiter plusieurs dossiers en suspens liés aux périmètres agricoles, la wilaya comptant un seul périmètre de mise en valeur des terres dans la zone d'Amroussa, commune de Bouinan.

Boumerdès

364 MDA pour la rénovation des réseaux de gaz



La direction de distribution (Sonelgaz) de Boumerdès a lancé un vaste programme de modernisation et de rénovation de ses réseaux de gaz. L'entreprise a précisé dans un communiqué que cette opération a bénéficié, pour l'année 2026, d'une enveloppe financière de 364 millions de dinars (MDA). Cette somme servira à la rénovation et la réhabilitation de 61 kilomètres de réseau de distribution et la réalisation de 2173 nouveaux raccordements. Le programme touchera 19 cités réparties à travers les communes de Boumerdès, Thénia, Bordj Menaïel, Dellys, Boudouaou et Issers, a-t-on indiqué dans le communiqué. L'entreprise affirme que les travaux de remplacement des conduites en cuivre ont déjà commencé dans plusieurs quartiers. C'est le cas au chef-lieu de wilaya où les chantiers de rénovations des réseaux toucheront les anciennes cités de la ville, tels que les 1200 logements, 480 logements, 200 logements et les 280 logements. Des travaux similaires seront également engagés du côté de la cité Frantz-Fanon et d'autres sites d'habitation

comme les villas Atco et le site de Kanaghaz où des chantiers d'aménagement urbain et de rénovation des conduites d'AEP sont déjà en cours. Au total, 26,9 km de réseau et 890 raccordements seront réalisés à travers la commune, a-t-on encore précisé. A Bordj Menaïel, les travaux toucheront plusieurs quartiers du centre-ville et des cités de Bousbaâ. A Boudouaou, la 2^e plus grande commune de la wilaya après Khemis El Khechna, le programme de réhabilitation de réseau concernera les réseaux (15 km) de gaz alimentant les quartiers de Ben Merzoug, Ben Yamina, Neshit, Ben Ajal ainsi que les anciennes cités du chef-lieu. Sonelgaz prévoit également la rénovation plus de 6 kilomètres de réseau au centre-ville des Issers, 2,4 km à Thénia et 3,7 km dans divers sites d'habitation à Dellys en citant Hai El Bassatine, El Ramla, EPLF, Oued Tiza, Ramdani, etc. L'entreprise rappelle que le programme de l'année en cours a touché 13 km de réseau seulement, soulignant que 210 097 clients sont alimentés en gaz à travers la wilaya.

Aïn Defla

Sessions de formation au profit de près de 70 chasseurs pour l'obtention du permis de chasse

La Conservation des forêts de la wilaya d'Aïn Defla a organisé des sessions de formation au profit de près de 70 chasseurs, sanctionnées par la remise d'attestations de qualification leur permettant d'obtenir des permis de chasse, a-t-on appris auprès de cette institution. Selon un communiqué de la Conservation des forêts, ces formations organisées en coordination avec la fédération locale des chasseurs, ont profité à des chasseurs adhérent aux 25 associations de chasse actives dans la wilaya, portant ainsi à près de 800 le nombre de chasseurs ayant bénéficié de stages de formation similaires. Les sessions, animées par des cadres de la conservation, ont notamment porté sur l'identification du gibier, les périodes de chasse, les moyens autorisés ou interdits dans l'activité de la chasse, ainsi que sur les règles éthiques liées à cette activité. Un volet juridique a également été consacré aux sanctions prévues par la législation algérienne pour la protection de la faune, aux mesures de sécurité lors de l'utilisation des armes de chasse, ainsi qu'aux notions de premiers secours en cas d'accident.

Médéa

472 millions de dinars réservés pour l'opération «Solidarité Ramadhan 2026»

Une enveloppe financière de 472 millions de DA est réservée pour l'opération «Solidarité Ramadhan 2026» au profit des familles nécessiteuses de la wilaya de Médéa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Selon la même source, 392 millions de DA du montant global sont puisés sur le budget des communes et une autre enveloppe de 80 millions provient du budget de la wilaya. L'enveloppe allouée à cette opération sera versée sous forme d'allocation de solidarité aux familles à faibles revenus ou sans ressources financières, a-t-on fait savoir, précisant qu'un recensement était en cours au niveau de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité afin d'établir une liste de ces familles. Des instructions ont été données par le wali, Djilali Doumi, aux responsables du secteur de l'Action sociale pour «finaliser» au plus vite les listes des bénéficiaires, a-t-on indiqué, ajoutant que le secteur de la Poste a également été invité, lors d'une réunion consacrée à cette opération, à augmenter le nombre de guichets afin de permettre aux bénéficiaires de retirer leur argent avant le début du mois béni. Dans le même contexte, les services de la wilaya ont annoncé la mise en œuvre de nombreuses mesures relatives à l'approvisionnement des marchés et des commerces en denrées alimentaires et en viande, ainsi que la programmation de caravanes commerciales au profit des habitants des zones enclavées de la wilaya.

Abdellah Bayadha



Souk Ahras

Lancement début 2026 de la 2^e tranche des travaux de dédoublement de la RN 16

La seconde tranche des travaux de dédoublement de la route nationale N°16, entre le lotissement d'Aïn Senour (commune de Mechroha) et l'entrée du chef-lieu de commune, sur 6 kilomètres, seront lancés «au début de l'année 2026», a indiqué, le directeur des Travaux publics (DTP), Amar Mezahda.

Le même responsable a précisé, qu'une enveloppe financière de 1,8 milliard de dinars a été allouée à cette opération dans le cadre du programme sectoriel de développement de l'exercice 2026, soulignant que les travaux de cette tranche devraient être réceptionnés «début décembre 2026». S'agissant de la 1^{re} tranche de ce projet de dédoublement, en cours sur 11 kilomètres entre la sortie Est de Souk Ahras et l'entrée du lotissement d'Aïn Senour, le DTP a affirmé que les travaux avancent sur un «bon rythme» avec un taux d'avancement des travaux de 44%, avant de souligner que cette tranche a nécessité un investissement public de 4 milliards de dinars. La réception de cette section, dotée d'un pont de 250 mètres linéaires, est prévue pour le deuxième trimestre de l'année 2026, selon le même responsable qui a souligné que ce projet «contribuera, une fois achevé, à améliorer la fluidité du trafic, à renforcer la sécurité routière et à soutenir le développement économique grâce à une meilleure connexion des communes aux axes nationaux principaux, d'autant que la RN16 relie la wilaya de Souk Ahras à l'autoroute Est-Ouest». Pour rappel, le wali de Souk Ahras, Abdelkrim Zinai, avait insisté la semaine dernière, lors d'une inspection de ce projet, sur l'importance d'une coordination totale et d'un effort collectif pour réceptionner ce projet important dans les délais impartis.



Campagne labours-semailles à El Tarf

Mise à disposition de plus de 34 000 quintaux de semences

Pas moins de 34 347 quintaux (qx) de semences ont été mis à la disposition des céréaliculteurs de la wilaya d'El Tarf afin d'assurer leur approvisionnement en quantités nécessaires à la réussite de la campagne labours-semailles de la saison 2025-2026, a-t-on appris, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Le chef du service de la vulgarisation et de la communication de la DSA, Chems Eddine Makdiche, a précisé que les semences, fournies par la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) depuis le début de la campagne en octobre dernier, concernent le blé dur, le blé tendre et l'orge. De plus, il a été fourni 19 591 qx d'engrais phosphatés et 1178 qx d'engrais azotés dans le cadre de cette campagne, selon la même source qui a rappelé que la vente de ces de semences a commencé «dès le début de la campagne labour-

semailles pour se poursuivre jusqu'à la fin des opérations d'emblavement». M. Makdiche a également ajouté que la campagne labours-semailles s'effectue sur une superficie estimée à 17 600 hectares (ha) dédiés à la culture de différentes espèces de céréales, avant de préciser que des équipes techniques sont mobilisées pour accompagner les agriculteurs au cours des différentes étapes, leur prodiguant des conseils sur les méthodes appropriées de préparation du sol, le choix des variétés et les techniques de semis, selon les normes établies pour garantir une production abondante. Pour rappel, la wilaya d'El Tarf avait réalisé, au terme de la campagne moissons-battages de la saison agricole 2024-2025 qui s'était déroulée la fin août dernier, une production de 373 908 qx de diverses espèces de céréales sur une superficie de 16 529 ha.

Skikda

L'annexe de médecine se dote d'une table d'anatomie 3D

L'annexe de médecine de l'Université 20-Août-1955 de Skikda vient de renforcer ses moyens pédagogiques par une table d'anatomie 3D pour dissection virtuelle, a-t-on appris auprès du recteur de cette université le Pr Toufik Boufendi. Le même responsable a précisé que cette table «la seconde du genre» à réceptionner par l'Université de Skikda constituera un appui aux cours théoriques et travaux pratiques et permettra un encadrement de qualité des étudiants de médecine. Cet appareil est un des meilleurs moyens pour enseigner l'anatomie et la physiologie et visualiser par une touche de doigt les plus infimes parties du corps humain. L'annexe de médecine de l'Université de Skikda a été ouverte à la rentrée universitaire 2023-2024 et accueille des étudiants en médecine des deux wilayas de Skikda et de Guelma durant les trois premières années de leur cursus et rejoindra à partir de la quatrième année la Faculté de médecine de l'Université d'Annaba de sorte à atténuer la pression sur cette dernière.

Khenchela

Mise en service au 1^{er} trimestre 2026 de trois centres de proximité de stockage de céréales

Trois centres de proximité de stockage de céréales seront mis en service dans la wilaya de Khenchela au cours du premier trimestre 2026. M. Abdelouahab Boudib a précisé que les entreprises chargées de la réalisation de ces structures dans les communes d'Ouled Rechache, R'mila et Metoussa et dont les taux d'avancement des travaux sont estimés entre 50 et 70% se sont engagées à les livrer au cours du premier trimestre de l'année prochaine. L'enveloppe financière octroyée à la réalisation de ces centres d'une capacité globale de 150 000 quintaux a atteint 685 millions de DA. La direction des Équipements publics assure actuellement le suivi des projets de réalisation de huit centres de proximité intermédiaires de stockage de céréales dans les communes de N'signa, El Mehmel, Ouled Rechache, Babar, Aïn Touila, Metoussa, Tamza et R'mila. La réalisation de ces équipements s'inscrit dans le cadre du programme national d'augmentation des capacités de stockage de grains pour assurer la sécurité alimentaire et de facilitation de l'opération de collecte et emmagasinage des récoltes des céréaliculteurs. La wilaya de Khenchela compte actuellement 15 points de collecte et de stockage de la production de céréales d'une capacité totale de 1,7 million quintaux.

Mila

Plus de 200 foyers de la mechta d'Ouled Brahem à Teleghema raccordés au réseau de gaz naturel

Le raccordement au réseau d'alimentation en gaz naturel de 216 foyers de la mechta d'Ouled Brahem, située dans la commune de Teleghema (Sud de Mila) a été mis en service dimanche. Ce projet a été réalisé au titre du programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour une enveloppe financière de 30,871 millions de DA, soit un coût moyen de 108.300 DA pour chaque foyer raccordé, selon le chef du service de communication à la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, Rédha Fergani. Les travaux ont ainsi porté sur la réalisation d'un réseau de distribution de

14,232 km linéaires pour desservir cette mechta, selon le même cadre qui a assuré que ce projet pouvait être étendu à plus de 280 foyers pour un réseau total de 17,3 km. Les projets de raccordement au réseau de gaz naturel se poursuivent à travers la wilaya, a assuré le même cadre qui a précisé que le seul mois d'octobre passé a connu le lancement de projets de raccordement de 17 localités. Ces projets en cours dans plusieurs communes dont Tadjenanet, Chelghoum-Laïd, Tassadane-Haddada et Ferdjoua seront réceptionnés au début de l'année prochaine.

Rafai Lamrani



Guelma

Une délégation de l'APN en visite dans plusieurs unités industrielles et de production

Une délégation de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN) a entamé, dimanche, une visite d'information de deux jours comprenant plusieurs unités industrielles et entreprises de production dans la wilaya de Guelma. Samira Berhoum, présidente de la délégation, a déclaré à l'APS, au siège de la wilaya, que cette visite constitue la première étape d'un programme de visites de terrain dans plusieurs wilayas de l'Est du pays,

arrêté par la commission. Elle a précisé que ce déplacement vise à permettre aux représentants de la commission d'évaluer sur le terrain la réalité du développement économique de la wilaya et de s'enquérir de la continuité du processus de production dans les unités, récemment récupérées par l'Etat, en plus d'examiner la situation des entreprises économiques en difficulté et des usines à l'arrêt afin de transmettre les préoccupations de leurs gestionnaires aux autorités compétentes pour aider au redressement de ces entreprises. La délégation a entamé

sa tournée à l'entreprise Cycma de production de cycles et de motocycles, sise à Guelma. Un exposé détaillé sur la situation de cette entreprise industrielle qui connaît d'importantes difficultés, et sur le plan d'action tracé pour la relancer a été présenté. La délégation de l'APN s'est également rendue à l'unité de production de sucre de Guelma, puis aux unités du complexe industriel Amor-Benamor, récupéré par l'Etat et intégré au groupe public «Agrodiv», situé dans les communes d'El Fedjoudj et Bouati-Mahmoud. Lundi, les membres de la com-

mission ont visité l'usine de céramique de Guelma, l'unité de production de pâtes sans gluten de Boucheouf, ainsi que la zone industrielle de la commune d'Aïn Reggada dont le projet d'aménagement avait été gelé. La délégation avait été accueillie, à son arrivée, par le wali de Guelma, Samir Chibani, qui a demandé à des responsables des directions de l'exécutif d'accompagner les membres de la commission et de leur fournir toutes les informations qui pourraient leur être utiles.

Hamou Zitouni

CHU d'Oran

Session de formation au profit des spécialistes du nouveau service de radiothérapie

Le CHU d'Oran accueille un groupe spécialisé du service de radiothérapie du CHU d'Annaba, dans le cadre d'une session de formation sur la radiothérapie, prévue de dimanche à mardi, en vue de renforcer l'échange d'expériences et d'améliorer les compétences des staffs médicaux et paramédicaux, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'établissement hospitalier de la capitale de l'Ouest algérien.

La même source a précisé que cette visite vise à accompagner et encadrer les personnels exerçant au niveau du nouveau service de radiothérapie, ouvert depuis quelques mois, ainsi qu'à s'enquérir des meilleures pratiques adoptées dans l'exploitation des équipements de radiothérapie de pointe. La formation comprend, selon la même source, des séances pratiques et des stages spécialisés encadrés par des formateurs expérimentés du service de radiothérapie du CHU d'Annaba, qui dispose du même type d'accélérateurs linéaires dont a été doté le service de radiothérapie du CHU d'Oran, ce qui permet un transfert d'expertise de manière pratique et directe. Ces sessions de formation visent à améliorer les méthodes d'exploitation des équipements médicaux modernes, à renforcer les compétences des staffs médicaux et paramédicaux, à garantir une prise en charge optimale des patients en radiothérapie, ainsi qu'à soutenir l'échange d'expériences et de savoir-faire entre les professionnels des deux établissements. Le groupe formateur

comprend plusieurs cadres médicaux et paramédicaux du CHU d'Annaba, tandis que le service de radiothérapie a confirmé la poursuite de la mise en œuvre d'un plan d'action progressif et méthodique pour assurer une couverture globale et intégrée des prestations de radiothérapie, conformément aux normes nationales et internationales, garantissant ainsi une prise en charge sûre et efficace des patients. Il est à rappeler que la wilaya d'Oran a bénéficié, au cours de l'année 2025, de quatre accélérateurs linéaires, dont deux ont été affectés au centre de lutte contre le cancer d'El Hassi et deux autres au CHU d'Oran, assurant ainsi une prise en charge confortable et efficace des patients atteints de cancer dans le domaine de la radiothérapie, selon la direction locale de la Santé et de la Population. Il est également prévu l'acquisition de deux accélérateurs supplémentaires au profit du Centre national du cancer, en cours de réalisation au quartier «Es-Seddikia Ouest», dont la réception est prévue pour l'année 2026.

Kaddour L.



Mostaganem

Une enveloppe de 300 milliards de centimes pour l'extension du port de Sidi Lakhdar

L'État a officiellement alloué une enveloppe budgétaire de 300 milliards de centimes qui devra être consacrée à l'extension du port de Sidi Lakhdar, et par le fait même, qui devra également permettre de réduire quasi-totalement le phénomène d'ensablement de ce port. Le port de Sidi Lakhdar, dans la wilaya de Mostaganem, s'apprête à connaître enfin une transformation majeure. En effet, après des années marquées par un ensablement chronique qui a, à chaque fois, paralysé l'activité des pêcheurs, une avancée décisive vient d'être enregistrée grâce à l'intervention du député Chérif Benhamou qui a eu lieu à l'Assemblée populaire nationale. Alertant sur les difficultés récurrentes rencontrées par les professionnels de la mer, le député a souligné devant le ministre des Finances l'urgence de mettre un terme définitif, et non plus seulement partiel, à ce phénomène naturel qui ramène continuellement des quantités importantes de sable vers le quai. Ce retour incessant rend l'accostage des navires de

pêche difficile, voire souvent impossible, entraînant des interruptions d'activité et des dépenses répétées en opérations de dragage. Sa démarche visait aussi à préserver les deniers publics, en évitant les interventions de dragage coûteuses et répétitives qui, jusqu'ici, ne permettaient que des solutions temporaires, jamais définitives. Cette requête a finalement trouvé un écho favorable. En effet, l'État a officiellement alloué une enveloppe budgétaire s'élevant à 300 milliards de centimes au profit du secteur des Travaux publics, et cela dans le cadre de l'exercice financier 2026, consacrée à l'extension du port de Sidi Lakhdar. Selon les informations publiées sur la page Facebook officielle du député, ce financement devrait permettre de réduire quasi-totalement le phénomène d'ensablement de ce port. L'extension prévue renforcera et même diversifiera les services portuaires, donnant naissance à une infrastructure qui se veut plus dynamique, plus performante et nettement plus attractive sur le plan économique.

Tlemcen

20 puits artésiens et quatre stations de pompage raccordés à l'électricité

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Tlemcen a annoncé, dans un communiqué samedi, avoir raccordé au réseau électrique depuis le début de l'année, vingt puits artésiens et quatre stations de pompage d'eau. Les puits concernés sont répartis dans les communes de Sabra, Msirda El-Fouaga, El-Aricha, Terny, El-Bouihi, Aïn Fezza, Chetouane, Beni Senous, Sebdu et Aïn Tellout. Dans le cadre de cette opération, plus de sept kilomètres de réseau électrique ont été installés, ainsi que 20 transformateurs électriques. Par ailleurs, quatre stations de pompage situées dans les communes de Sidi M'djahed, Aïn Youcef, Honaine et le village d'Aïn El-Hadjar ont également été raccordées à l'électricité afin de renforcer l'alimentation en eau potable dans ces zones rurales. Selon le communiqué, ces interventions s'inscrivent dans le cadre des orientations des hautes autorités visant à soutenir le développement rural, à renforcer la sécurité hydrique et énergétique des communes de la wilaya, et à accompagner les agriculteurs ainsi que les investisseurs du secteur agricole.

Saïda

350 millions de dinars pour la réalisation des projets de développement dans trois communes

Les trois communes relevant de la daïra d'El-Hessasna, situées à l'Est de la wilaya de Saïda, ont bénéficié de projets de développement inscrits au titre de l'exercice 2025, pour une enveloppe globale de 350 millions de dinars, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. Ces projets, au nombre de 25, répartis sur plusieurs secteurs, concernent les communes d'El-Hessasna, Maâmoura et Aïn Sekhouana, dans le cadre du Programme de soutien au développement social et économique des communes pour l'année 2025. La commune d'El-Hessasna a bénéficié de cinq projets de développement

d'un montant de 120 millions de DA, portant sur l'aménagement de la piste reliant les chemins de wilaya CW 9 et 10 sur une distance de 5,6 kilomètres, l'ouverture d'une piste rurale entre le CW 23 et la zone de Sidi M'hamed, le renouvellement du réseau d'assainissement au quartier Aoued-Mustapha, la réalisation d'un forage hydraulique dans la zone de Tagouraïa, ainsi que l'aménagement de la voirie de la rue Ameur au centre-ville du chef-lieu de la commune. La commune de Maâmoura a bénéficié d'un programme de développement comprenant huit projets pour un montant de

110 millions de DA, parmi lesquels figurent la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire Haïdour-Cheikh de l'agglomération secondaire d'El-Houadir, et la réalisation de 15 plateformes en béton destinées à l'installation de citernes de gaz propane. Quant à la commune d'Aïn Sekhouana, elle a bénéficié d'un programme comportant 12 projets de développement pour une enveloppe de 120 millions de DA, dont un projet d'aménagement urbain au centre de la commune, la réalisation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable, ainsi que l'aménagement d'une place publique.

Relizane

Une production de 670 000 quintaux d'agrumes attendue durant la saison agricole 2025/2026

La wilaya de Relizane devra enregistrer une production dépassant les 670 000 quintaux (qx) de différentes variétés d'agrumes, avec le lancement de la campagne de récolte, entamée, récemment, a-t-on appris, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Selon les estimations de la DSA, la campagne de récolte pour la saison agricole 2025-2026 concerne une superficie productive de 4700 hectares (ha), sur une superficie totale approchant les 5000 ha, localisée principalement dans les périmètres irrigués du Bas Chélif et Mina, au nord de la wilaya. La direction prévoit un rendement moyen de 141 qx par hectare, précisant que plus de 1100 qx ont déjà été récoltés, depuis le début de l'opération. Les vergers d'agrumes se concentrent dans les régions de Oued

Djemaâ, El Matmar, Ouarizane, Sidi Khettab et Belassel, reconnues pour leurs fortes capacités de production. La variété Thomson demeure la plus répandue et la plus productive dans la wilaya, suivie des variétés Clémentine et Sanguine, ainsi que du citron. La culture des agrumes représente environ 32% de l'ensemble des superficies arboricoles de la wilaya, grâce à la compatibilité du climat et de la nature du sol avec ce type de production, selon la même source. Pour rappel, la culture des agrumes à Relizane a connu une expansion, ces dernières années, avec la plantation de plus de 450 nouveaux hectares, tandis que la production de la wilaya lors de la saison agricole 2024-2025 a dépassé 600 000 qx, selon les chiffres de la direction du secteur.



El Oued

Séminaire sur la sécurité culturelle et le rôle de tamazight dans la préservation de l'identité nationale

L'Université Hamma-Lakhdar d'El Oued a abrité dimanche un séminaire national intitulé : «Sécurité culturelle en Algérie et rôle de la langue amazighe dans la préservation de l'identité nationale», sous l'égide du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA).

Intervenant à cette occasion, le secrétaire général du HCA, Si El-Hachemi Assad, a mis en avant l'importance de «la fusion des langues arabe et amazighe dans un espace culturel où la religion authentique, l'Islam, constitue le référent spirituel et culturel rassembleur, qui a uni les Algériens dans leur diversité linguistique». Il a ajouté que l'identité algérienne est, dans son essence, «le résultat d'une convergence de plusieurs courants culturels, à leur tête la langue et la culture, ayant donné lieu à un modèle de coexistence basé sur l'ouverture, la complémentarité et le respect mutuel». Raison pour laquelle, a-t-il dit, la pluralité linguistique est considérée comme «une des composantes de la sécurité culturelle nationale». Et de soutenir que la vision du législateur concernant la pluralité linguistique en Algérie émane de sa conviction qu'il s'agit «d'une des composantes de la sécurité culturelle nationale», amenant à la reconnaissance constitutionnelle de la langue amazighe, dans une première phase, puis sa désignation comme langue nationale aux côtés de la langue arabe. Ceci, en plus de la mise en place de mécanismes visant sa promotion, dans une démarche exprimant le «respect de la diversité, en synergie avec les engagements et orientations de l'Etat national», a-t-il poursuivi. M. Assad a mis l'accent, par ailleurs, sur l'importance du rôle pivot de l'élite universitaire dans le renforcement de la conscience nationale et l'immunisation de la société de toute tentative de mise en doute ou de ciblage du pays, appelant à «davantage de vigilance et de mobilisation face aux tentatives de semer la discorde ou de porter atteinte à la sécurité de la nation». Pour sa part, la présidente du séminaire, Mme Dalal Ouchène, doyenne de la Faculté des lettres et des langues, a indiqué que cette rencontre vise à apporter une contribution de l'université à la production



d'un discours scientifique mature, qui consolide les constantes et consacre l'immunité intellectuelle de la société. Les débats lors des 16 communications programmées à ce séminaire de deux jours, s'articulent autour de la sécurité

culturelle et la langue amazighe, l'identité nationale, l'éducation et l'enseignement, la sécurité culturelle, et les médias et la communication au service de la sécurité culturelle.

M. Taous

Missiakhem

Un musée virtuel pour redécouvrir l'héritage de M'hamed Issiakhem



Plus d'une centaine d'œuvres du grand peintre M'hamed Issiakhem sont désormais accessibles au public grâce au musée virtuel qui lui est entièrement consacré. Lancée à l'occasion du 40^e anniversaire de sa disparition, la plateforme «Missiakhem», développée par ses proches, constitue un précieux fonds documentaire réunissant peintures, dessins,

œuvres à la plume, ainsi que les timbres et billets de banque qu'il a conçus. Elle offre une plongée rare dans l'univers d'un artiste majeur de l'art algérien moderne. «En commémoration du 40^e anniversaire du décès du peintre M'hamed Issiakhem, nous mettons à disposition un musée virtuel rassemblant plus d'une centaine d'œuvres de l'artiste. Un musée virtuel ne remplacera jamais nos institutions physiques qui, rappelons-le, conservent plus de cinquante œuvres du peintre, dont une grande partie au Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger et au Musée des beaux-arts d'Alger», indique un communiqué du fonds Issiakhem. À l'ouverture de la plateforme, le visiteur découvre un extrait audio d'un entretien de M'hamed Issiakhem avec le poète Ahmed Azeggagh. Il est précisé que ce message audio est adressé «comme un conseil du pédagogue qu'il fut sur la façon d'aborder les œuvres». Issiakhem insiste sur la nécessité de les regarder avec un œil libre, affranchi de l'ombre de leur créateur. L'artiste, dit-il, n'est pas là pour imposer ou expliquer, mais pour offrir le fruit de ses recherches et de ses remises en question, puis s'effacer. À chacun d'y trouver sa propre vérité. Le musée virtuel est conçu de manière pédagogique. Chaque période du parcours de M'hamed Issiakhem y est illustrée par des photographies et des tableaux qu'il a réalisés. La première

séquence, couvrant les années 1949 à 1962, retrace sa formation à l'École des beaux-arts ainsi que son engagement militant. Ensuite la période 1962-1972, intitulé : «Résolution et désillusion», suivie de celle de 1972-79, marquée par la «Maturité et les accomplissements». Enfin, la période 1980-1985 constitue l'«Épilogue d'une destinée». Les tableaux présentés sont datés et accompagnés d'informations sur l'œuvre ou de citations d'Issiakhem. Dans le communiqué de lancement officiel de ce musée virtuel, la famille explique que cette plateforme permet de réunir un ensemble d'œuvres qu'aucune institution ne pourrait regrouper physiquement, en partageant plus de quarante années de recensement, classées par ordre chronologique et accompagnées de commentaires permettant au visiteur d'explorer, décennie après décennie, l'évolution artistique du peintre. «Au-delà du travail de recensement et de classement, ce musée virtuel est enrichi de citations du peintre, conservées dans le fonds, qui éclairent de manière explicite la démarche de l'artiste», précise le communiqué. Ce musée virtuel se veut, selon ses concepteurs, simple et accessible sur l'ensemble des supports numériques. Sa vocation première est pédagogique et exploratoire. Cette démarche s'inscrit dans la continuité du développement du portail missiakhem.net.

Concert exceptionnel le 20 décembre 2025 à la Coupole d'Alger Célébration des 20 ans de Rai'N'B Fever

Placée sous le parrainage du ministère de la Culture et des Arts, la tournée des 20 ans du Rai'N'B Fever fera escale le 20 décembre en cours à la Coupole d'Alger, à partir de 19h.

Cette date exceptionnelle s'inscrit dans la continuité de la tournée internationale des vingt ans de Rai'N'B Fever, qui a marqué plus d'une génération entre les deux rives.

Organisé en Algérie par CINEMAX Corporation et IMPRÉSARIO EVENTS, -reconnues pour leur savoir-faire dans la production d'événements en Algérie et à l'international, -ces deux agences mettent une nouvelle fois leur expérience au service d'un spectacle pensé pour marquer les esprits et célébrer la musique urbaine.

«Chaque performance a été pensée pour offrir une expérience musicale et visuelle mémorable, renforçant le caractère unique de cette édition anniversaire», indiquent les organisateurs. Et d'ajouter : «L'événement promet une expérience immersive, mêlant musique, ambiance visuelle et émotions fortes».

Dirigé artistiquement par DJ Kore, l'un des producteurs les plus emblématiques de la scène urbaine francophone et créateur du concept Rai'N'B Fever en 2004 ; lors de cette première à Alger, le public retrouvera un line-up combinant artistes internationaux et talents locaux tels que RIM'K, Magic System, Lacrim, Willy

Denzey, Sinik, Leslie, Fianso, l'ONB, Zahouania, ainsi que Djam & Timoh, Moh Milano, Numidia Lezoul, sans oublier plusieurs guests surprises.

Cette manifestation n'est pas un simple show de plus de 3 heures, mais un hommage vibrant à la culture hybride qui unit une génération bercée par le Rai, le R&B et le Hip-Hop, des deux côtés de la Méditerranée. .

Informations pratiques :

Ouverture des portes à 16h. Début du concert à 19h.

Vente des billets : Les magasins partenaires View Optic et Sens CINEMAX Corporation est une agence 360° spécialisée dans l'accompagnement des marques et institutions à chaque étape de leur communication de la stratégie à l'opérationnel. Au-delà de la communication et de la production, CINEMAX Corporation s'impose également comme un acteur majeur de l'événementiel artistique.

IMPRÉSARIO EVENTS est une agence créatrice d'événement et de spectacles culturels, notamment de festival, séminaire, Show case, concerts tels que : TIF- Coupole d'Alger 2025, RIM'K- L'Olympia de Montréal, Djalil Palermo- Esplanade du Méridien Oran 2022 ou encore LACRIM- Coupole de l'OCO 2017.

Constantine

Ouverture prochaine à El Khroub d'une annexe de la Maison de la culture Malek-Haddad

Une annexe de la Maison de la culture Malek-Haddad de Constantine sera bientôt ouverte à la commune d'El Khroub, a indiqué le directeur de la Culture et des Arts, Farid Zaïter. «La nouvelle infrastructure culturelle réalisée dans le cadre de la manifestation Constantine capitale de la culture arabe, sera bientôt ouverte en application des recommandations du ministère de la Culture et des Arts et des instructions du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda», a déclaré M. Zaïter. Des travaux répertoriés indispensables à son ouverture sont en cours, a ajouté le même responsable, précisant que les équipes mobilisées procèdent à l'aménagement des espaces intérieurs et extérieurs, à l'installation des équipements techniques et artistiques, ainsi qu'à la mise en place des éléments d'éclairage, de décoration et de mobilier. Ces préparatifs visent à offrir un espace culturel moderne et fonctionnel, capable d'accueillir divers événements artistiques, ateliers, expositions et activités destinées au public, selon M. Zaïter. L'ouverture de cette annexe ambitionne de renforcer la dynamique culturelle locale et de faire de ce nouvel espace un véritable pôle de rayonnement, en cohérence avec la stratégie nationale de promotion et de valorisation de la création culturelle.

M. E. H.

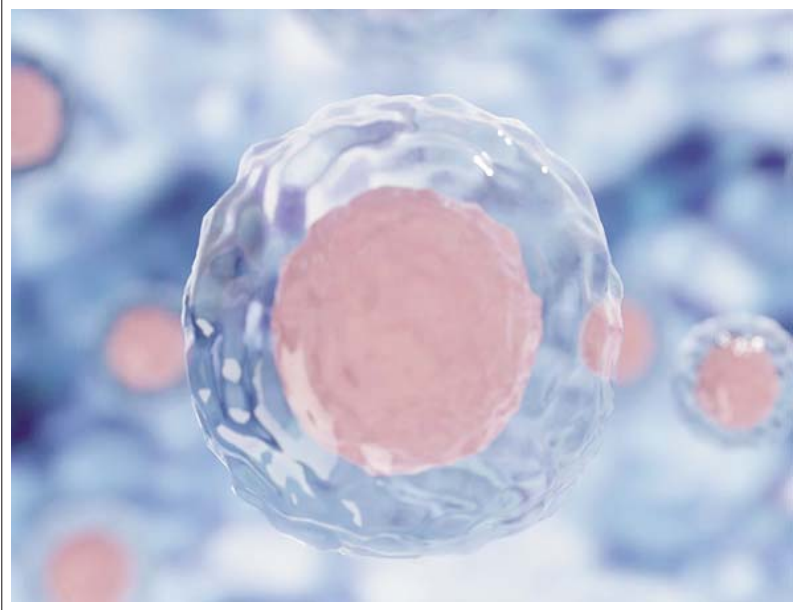
Un bébé prématuré de moins de 500 gr défie tous les pronostics : «Un succès médical extraordinaire»

Né quatre mois avant terme et pesant moins de 500 grammes, un bébé prématuré a survécu grâce à une prise en charge minutieuse à l'hôpital universitaire de Magdebourg (Allemagne). Après plusieurs mois de soins intensifs, la petite fille a pu rentrer chez elle, en parfaite santé. Les bébés nés grands prématurés sont plus fragiles que les autres. La prise en charge progresse, mais certains cas restent particulièrement complexes à gérer pour les équipes médicales. Celui de ce nourrisson venu au monde à l'hôpital universitaire de Magdebourg (Allemagne) relève d'une prouesse médicale. Dans un communiqué, l'établissement s'est félicité de l'arrivée d'une petite fille dont l'identité et la date de naissance n'ont pas été révélées. Ce que l'on sait, c'est qu'elle est née quatre mois avant le terme. Le Professeur Ralf Böttger souligne qu'elle a «été mise au monde grâce à une technologie de pointe et des efforts incessants» du personnel médical. À sa naissance, le bébé pesait moins de 500 grammes, un poids qui «impose des exigences très élevées», rappelle l'hôpital. Ventilation, alimentation, protection de la peau et des organes encore immatures : «Une approche

extrêmement précise et minutieuse» a été nécessaire. Si le nouveau-né n'a pas souffert de complications graves, il a tout de même passé deux mois sous respirateur avant de pouvoir respirer seule. Ses parents, présents en permanence, lui ont apporté «jour après jour beaucoup d'amour et de soutien». Après une longue prise en charge, la petite fille a pu rentrer à la maison neuf semaines après la date prévue de l'accouchement. Elle est aujourd'hui «en bonne santé et en pleine forme». L'hôpital souligne qu'il est reconnu pour ses «taux de survie particulièrement élevés chez les grands prématurés» et assure qu'il «continue à soutenir la famille». Pour des bébés nés si tôt, les chances de survie ne dépassent pas les 25%. Dans le cas de cette petite fille, l'établissement se réjouit d'un «succès médical extraordinaire». Selon l'Organisation mondiale de la Santé, une naissance extrêmement prématurée correspond à un accouchement avant 28 semaines de grossesse. La prématurité reste «la principale cause de décès chez les enfants de moins de 5 ans, responsable d'environ 900 000 décès en 2019».



En hackant une chimiothérapie, des scientifiques ont créé un «tueur de cancer» 20 000 fois plus puissant



Le 5-fluorouracile existait déjà, mais il avait du mal à entrer dans le sang des patients. Une équipe de chercheurs a cependant trouvé une solution permettant de le faire circuler autrement. C'est une mise à jour potentiellement salvatrice que nous décrit The Debrief : des chercheurs de l'Université Northwestern (Illinois, États-Unis) sont parvenus à faire évoluer un médicament couramment utilisé dans le cadre de chimiothérapies et à le transformer en ce qu'ils décrivent comme un «puissant tueur de cancer ciblé». Le 5-fluorouracile a subi une opération de transformation incroyable puisque, selon les scientifiques, sa puissance serait multipliée par 10 000 grâce à leurs travaux. Cet accomplissement est détaillé dans une nouvelle étude, qui révèle comment les scientifiques ont développé le nouveau traitement en utilisant une nanostructure connue sous le nom d'acide nucléique sphérique (ANS), permettant au médicament d'être tissé dans des brins d'ADN au lieu d'être administré par voie sanguine. L'équipe explique que son nouveau médicament à base d'ANS montre une capacité remarquable à pénétrer, notamment les cellules leucémiques, avec une efficacité jusqu'à 12,5 fois supérieure à celle des thérapies courantes. Cela rendrait le nouveau médicament jusqu'à 20 000 fois plus efficace contre les cellules leucémiques. Plus globalement, l'équipe rapporte que son nouveau médicament à base d'ANS permet de diviser par 59 le taux de progression du cancer. Au cœur de la réussite de

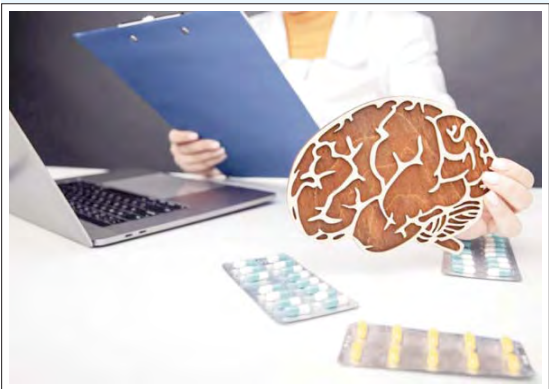
l'équipe de Northwestern se trouve le domaine en plein essor de la nanomédecine structurale, qui permet aux chercheurs d'exploiter la structure et la composition des nanomédicaments pour orienter leurs interactions avec notre organisme. D'autres traitements de ce type sont d'ailleurs actuellement en phase d'essais cliniques, ce qui pourrait augurer d'un avenir prometteur dans la lutte contre d'autres maladies. Pour l'heure, les traitements ne sont réalisés que sur des animaux ; la phase d'essais humains sera donc capitale. «Cela se traduirait par une chimiothérapie plus efficace, de meilleurs taux de réponse et moins d'effets secondaires», déclare Chad A. Mirkin, directeur de l'étude, dans un communiqué. «C'est toujours l'objectif de tout traitement contre le cancer.» Si la chimiothérapie a habituellement autant d'effets secondaires, c'est, notamment parce que les médicaments employés sont peu solubles et qu'ils rencontrent des difficultés à se dissoudre dans le sang afin de pouvoir pénétrer les cellules. C'était le cas du 5-fluorouracile classique, mais l'équipe scientifique a eu l'idée d'utiliser l'ANS pour contourner le problème pour incorporer directement la molécule dans les brins d'ADN. «Au lieu de devoir pénétrer de force dans les cellules, les ANS sont naturellement captés par ces récepteurs», résume Chad A. Mirkin dans un communiqué. Une incursion en douceur qui pourrait bien donner lieu à une révolution en matière de lutte contre le cancer et d'autres maladies invasives.

Maladie d'Alzheimer : les effets prometteurs d'un traitement expérimental

C'est un potentiel tournant dans le traitement de la maladie d'Alzheimer. Aux États-Unis, des chercheurs de l'université de Pennsylvanie ont découvert les effets positifs d'une molécule sur la mémoire. Ils ont réalisé leurs travaux grâce à des souris de laboratoire. Les résultats ont été publiés dans Aging Biology. L'équipe de recherche s'est intéressée à un composé appelé 4-phénylbutyrate (PBA). Il s'agit d'une molécule d'acide gras connue pour agir comme un «chaperon chimique» : elle empêche l'accumulation de protéines. Dans le cerveau, il existe des chaperons naturels, mais leur nombre diminue avec le vieillissement. Dans des travaux précédents, d'autres scientifiques avaient constaté que le traitement par PBA améliorait la qualité du sommeil et les performances aux tests cognitifs chez des souris. Pour cette nouvelle étude, les chercheurs ont examiné les effets du PBA chez des souris modèles de la maladie d'Alzheimer. «Ces souris, appelées souris APPNL-G-F, accumulent des agrégats protéiques anormaux dans leur cerveau, perdent de nombreuses synapses reliant leurs cellules cérébrales et développent de graves troubles de la mémoire, à l'instar des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer», expliquent ces spécialistes. Dans un premier temps, ils ont démontré que les souris avaient des signes de dysfonctionnement des mécanismes de protéostasie. Ce terme désigne le processus de régulation des protéines dans le cerveau.

Des capacités de mémorisation retrouvées grâce au traitement expérimental

Chez les souris jeunes, le traitement avec le PBA contribuait à restaurer des signes de protéostasie normale dans des régions cérébrales impliquées dans la mémoire. «Le traitement a également permis aux souris de retrouver leur capacité, auparavant abolie, à distinguer les objets en mouvement des objets immobiles lors d'un test de mémoire standard appelé test de reconnaissance spatiale d'objets», complètent les auteurs. Puis, l'équipe a découvert qu'elle pouvait obtenir des effets similaires, notamment la réversion des déficits de mémoire, même chez les souris d'âge moyen. «Les traitements, qu'ils soient administrés précocement ou à un âge moyen, ont montré des signes



d'inhibition du processus de formation des principaux agrégats protéiques caractéristiques de la maladie d'Alzheimer, appelés plaques amyloïdes bêta, résumant les auteurs. Le traitement à un âge plus avancé a permis de réduire non seulement le processus sous-jacent, mais aussi le nombre de plaques amyloïdes elles-mêmes.»

Sommeil et Alzheimer : ce qu'il faut surveiller

Bien souvent, les premiers symptômes passent inaperçus ou sont attribués à l'âge ou au stress. Et si l'un des indicateurs précoces de la maladie d'Alzheimer se déroulait la nuit ? Lorsque l'on pense à la maladie d'Alzheimer, ce sont souvent les troubles de la mémoire qui viennent immédiatement à l'esprit. Pourtant, cette pathologie neurodégénérative peut se manifester bien avant par des signaux plus discrets, parfois anodins, notamment quand ils se présentent la nuit. Et l'un d'eux mérite une attention toute particulière : les troubles du sommeil, en particulier les réveils nocturnes fréquents et inexplicables, explique Richard J. Schwab, chercheur à l'Université de Pennsylvanie. Certains troubles du sommeil, même légers, peuvent être révélateurs d'un dérèglement cérébral profond. Un signal à ne pas prendre à la légère, surtout s'il est répétitif.

Des réveils nocturnes à ne pas négliger

«Les personnes qui souffrent de démence peuvent présenter des troubles qui contribuent aux anomalies du sommeil, explique le Dr J. Schwab dans le Manuel MSD. Des affections telles que l'arthrite, la déshydratation et les infections peuvent provoquer des douleurs ou des sensations de gêne qui perturbent le sommeil. De même, certains médicaments et leurs interactions peuvent avoir un retentissement sur le sommeil.» Si le fait de se réveiller une ou deux fois par nuit peut paraître normal, surtout avec l'âge, le spécialiste affirme que ce signal est l'un des premiers symptômes observés chez les personnes atteintes d'Alzheimer. Surtout si ces réveils nocturnes deviennent réguliers, qu'ils surviennent sans raison apparente, ou qu'ils s'accompagnent de confusions. Le cerveau, perturbé dans sa régulation naturelle, commence à «désynchroniser» l'alternance entre le jour et la nuit, entraînant des insomnies, des siestes excessives en journée ou des réveils nocturnes prolongés. «Dans la maladie d'Alzheimer, des troubles du sommeil surviennent bien avant que le diagnostic n'ait été posé», note l'Inserm dans un communiqué. Le sommeil joue un rôle fondamental dans



l'élimination des «déchets» du cerveau. Autrement dit, dormir permet de se nettoyer. Chaque nuit, le cerveau trie les déchets accumulés dans le cerveau, notamment les fameuses plaques de bêta-amyloïde associées à la maladie d'Alzheimer. Un sommeil de mauvaise qualité empêche un «nettoyage» efficace des toxines. C'est ainsi qu'un cercle vicieux peut s'installer : un cerveau qui dort mal accumule des toxines, ce qui aggrave les lésions et les troubles cognitifs, et qui, à leur tour, perturbent encore plus le sommeil. Certains signes nocturnes doivent alerter, même s'ils semblent anodins. Parmi eux, les réveils fréquents entre 1h et 4h du matin, sans cause physique identifiée, un état de confusion ou de désorientation nocturne, des cauchemars inhabituels, une somnolence excessive en journée, une modification soudaine du rythme de sommeil habituel. En somme, si votre sommeil est agité, il est essentiel d'en parler à un médecin. Bien sûr, il ne s'agit pas de céder à la panique au moindre réveil nocturne. Mais si ces troubles du sommeil persistent et s'accompagnent d'autres signes comme des oublis inhabituels, une irritabilité accrue, ou une perte d'intérêt pour des activités courantes, un professionnel de santé pourra réaliser un diagnostic précoce d'Alzheimer pour permettre la prise en charge efficace de la maladie.

Palestine

Le mouvement Fatah en Italie célèbre la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Le mouvement Fatah de la région d'Italie a célébré la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Le mouvement Fatah de la région d'Italie a célébré la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien dans la ville d'Aprilia, en organisant un séminaire et un débat politique, culturel et social qui a duré plus de trois heures.

L'événement a vu la participation de Fabio Federici, responsable du parti de la Renaissance dans la ville, de Davide Casari, responsable du parti de la gauche italienne, de Fabio Fasano, responsable de l'association des anciens combattants «ANBE», de l'adjoint Adriana Rutilli, responsable de l'association culturelle «Sans frontières», d'Emilia Choura, présidente de l'association culturelle «Dialogue», de Fatima Ben Lala, présidente de l'association «Les Migrants», et d'un représentant de l'association culturelle Kalamus. Dans son discours, le Dr Ouda Amarna, vice-secrétaire du mouvement Fatah, a accueilli les participants, les remerciant pour leur solidarité. Il a présenté un cadre historique pour l'événement, qui a été reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies voici quarante-huit ans comme une occasion de rappeler au monde les droits inaliénables de notre peuple, ainsi que les résolutions 181 et 194, tout en commentant l'évolution des événements dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. Il a évoqué la poursuite des agressions qui constituent une violation criante des droits de l'homme, s'appuyant sur les dernières statistiques des rapports des organisations internationales travaillant sur le terrain. Il a aussi abordé la situation politique et économique difficile, les violations quotidiennes du cessez-le-feu, et le manque d'aide humanitaire et médicale entrant à Gaza, ainsi que sur la nécessité de permettre au peuple palestinien d'accéder à ses droits à



un État indépendant reconnu par tous les pays du monde, vivant en sécurité et en paix. La plupart des intervenants ont appelé les libres penseurs du monde à renforcer et à poursuivre le mouvement de solidarité international avec la Palestine, et ont exhorté les gouvernements, les organisations de la société civile et les organisations des Nations unies à

exercer des pressions effectives pour mettre fin à la guerre d'extermination en cours, à respecter le droit international et à mettre fin à la politique de double standard. Ils ont également appelé le gouvernement italien à reconnaître l'État de Palestine comme les autres pays et que la clé de la stabilité commence par l'instauration d'une paix juste basée sur la légitimité internationale, garantissant le droit du peuple palestinien à la liberté, à l'indépendance et à l'autodétermination. À la fin du séminaire, la poétesse italienne Mineta Carotza a lu quelques poèmes sur la Palestine, et une réception a été offerte aux participants.

té internationale, garantissant le droit du peuple palestinien à la liberté, à l'indépendance et à l'autodétermination. À la fin du séminaire, la poétesse italienne Mineta Carotza a lu quelques poèmes sur la Palestine, et une réception a été offerte aux participants.

Manifestations à New York en soutien au peuple palestinien

Des centaines de manifestants se sont rassemblés dimanche à Columbus Circle, à Manhattan, dans l'Etat américain de New York, pour marquer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, a rapporté, lundi, l'agence de presse palestinienne, Wafa. Les manifestants ont brandi le drapeau palestinien et des banderoles exigeant la fin des bombardements sionistes sur la bande de Gaza et un embargo américain immédiat sur les armes à destination de l'entité sioniste, arguant que le flux continu d'armes alimente un «génocide» en cours dans l'enclave palestinienne. Les manifestants ont également exigé l'arrêt du soutien financier et militaire apporté à l'entité sioniste, dans le but de faire pression sur le gouvernement américain pour qu'il protège les civils à Gaza. Plusieurs pays ont connu des manifestations de soutien au peuple palestinien, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, célébrée le 29 novembre de chaque année, appelant à la fin de l'occupation de la Palestine et à l'arrêt des agressions sionistes dans les territoires occupés.

Honduras Elections présidentielles

Les électeurs du Honduras ont été appelés dimanche à choisir entre la continuité d'un gouvernement de gauche ou le retour de la droite, dont un candidat à la présidence est soutenu par Donald Trump, qui s'est immiscé dans le scrutin. Trois candidats sur les cinq en lice sont au coude-à-coude dans les sondages, rendant incertain le scrutin à un tour et l'acceptation des résultats en cas de score serré. Les bureaux de vote ont ouvert à 7h00 locales (13h00 GMT) et fermeront à 23h00 GMT. Le conseil national électoral prévoit de dévoiler des résultats préliminaires dans la soirée. Le parti Liberté et Refondation (Libre) de la gauche au pouvoir a déjà annoncé qu'il ne les reconnaîtrait pas, acceptant seulement le décompte total qui pourrait prendre des jours. Quelque 6,5 millions de Honduriens doivent élire le successeur de la présidente Xiomara Castro, ainsi que 128 députés et des centaines de maires pour les quatre prochaines années. Près des deux-tiers des 11 millions de

Honduriens vivent dans la pauvreté, et 27% du PIB du pays est abondé par les envois de fonds des Honduriens vivant aux Etats-Unis, soit 10 milliards de dollars. Le Honduras est l'un des pays les plus violents de la région. La corruption et les liens avec le narcotrafic sont un autre défi de taille. Les trois partis favoris du scrutin ont été éclaboussés par des accusations.

Le candidat Nasry Asfura de droite en tête du dépouillement

Le candidat du parti de la droite hondurienne, Nasry Asfura, était en tête du dépouillement dimanche, selon des résultats préliminaires publiés par la commission électorale. Avec 40,6% des voix, sur 34,25% des bulletins dépouillés, Nasry Asfura, 67 ans, ex-maire de Tegucigalpa, devance de seulement 1,8 point l'autre candidat de droite, le présentateur télé Salvador Nasralla, et de 21 points la candidate de la gauche au pouvoir, Rixi Moncada.

Soudan

Des millions de personnes confrontées à une «famine catastrophique»

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré que des millions de personnes au Soudan sont «isolées» et sont confrontées à une «famine catastrophique» en raison du conflit armé qui se poursuit depuis plus de deux ans et demi dans le pays. Le programme des Nations unies a déclaré dans un message publié sur les réseaux sociaux : «La famine s'est aggravée dans certaines régions du Soudan, mais la faim commence à s'atténuer dans les zones où nous avons un accès continu». Il a précisé que les progrès dans la lutte contre la famine restent «fragiles», précisant que «des millions de personnes restent isolées à cause du conflit et sont confrontées à une famine catastrophique». Mercredi dernier, l'ONU avait alerté que le conflit en cours depuis la mi-avril 2023 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) met 21 millions de personnes au Soudan en danger de famine grave. La situation humanitaire au Soudan s'aggrave en raison de la guerre en cours, qui a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 13 millions de personnes, selon les données internationales. Le 26 octobre, les Forces de soutien rapide ont pris El Fasher qu'elles assiégeaient depuis mai 2024, mais la situation dans cette ville s'est aggravée avec la détérioration des conditions de sécurité et le déplacement de dizaines de milliers de personnes craignant de graves violations commises par ces forces sur les civils. Ces dernières semaines, les trois Etats de la région du Kordofan (Nord, Ouest et Sud) ont été le théâtre de violents affrontements entre l'armée soudanaise et les FSR, entraînant le déplacement de dizaines de milliers de civils. Sur les 18 Etats que compte le pays, les FSR contrôlent les cinq Etats de la région du Darfour à l'ouest, à l'exception de certaines parties du nord de l'Etat du Darfour Nord, qui sont sous le contrôle de l'armée, laquelle contrôle la plupart des 13 Etats restants, y compris la capitale, Khartoum.

Guerre en Ukraine

Les négociations sur l'accord de paix proposé par Trump se poursuivent



Le temps semble s'accélérer : pendant que des émissaires américains sont aujourd'hui en route pour la Russie afin d'échanger avec Vladimir Poutine, Emmanuel Macron, lui, reçoit Volodymyr Zelenskyy à Paris. «En dix jours, depuis la révélation d'un plan de paix américain largement favorable aux intérêts de la Russie, la situation s'est décaillée». «La semaine qui s'ouvre s'annonce cruciale pour l'Ukraine», a affirmé, ce 1^{er} décembre la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, avant de participer à une réunion des ministres de la Défense de l'UE à Bruxelles. «Le président américain Donald Trump a ordonné à son équipe de relancer les négociations afin de trouver une solution au conflit armé qui dure depuis près de quatre ans», relate *El País*. Dirigée par le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense, Rustem Umerov, la délégation ukrainienne a échangé dimanche 30 novembre avec «le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio ainsi que l'envoyé spécial de Donald Trump sur l'Ukraine. Une rencontre en Floride que Marco Rubio a qualifiée de «très productive, ajoutant que les discussions avaient porté à la fois sur les conditions de fin de la guerre et sur la prospérité à long terme de l'Ukraine», poursuit le média ukrainien. Malgré cette évolution, beaucoup reste à faire. «Les deux plus importants sujets non tranchés demeurent la question territoriale – et un retrait ukrainien de la partie de la région de Donetsk encore sous son contrôle,

rejeté par le président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy – et celle des garanties de sécurité qui seraient offertes à Kiev, en réassurance face à l'hypothèse d'une future agression russe». «S'il n'appartient qu'à l'Ukraine d'accepter ou non de renoncer à ses territoires, ces négociations doivent aussi viser à garantir son indépendance et son intégrité. Plus elle aura les moyens d'assurer sa souveraineté et moins l'Europe sera fragilisée». Selon Donald Trump, «Kiev n'est pas en position de force». Le président américain a en effet jugé dans une série de déclarations à bord de son Air Force One dimanche 30 novembre que le vaste scandale de corruption en Ukraine n'aide pas les négociations de paix, «la plus grande question qui pèse sur les négociations entre les Etats-Unis et l'Ukraine est désormais de savoir comment toute proposition finalisée entre eux pourrait être acceptée par les Russes, qui ont maintenu une position maximaliste et ont exprimé leur confiance dans le fait qu'ils détiennent l'initiative sur le champ de bataille». «Vladimir Poutine s'est montré ouvert à un accord, mais uniquement s'il est conclu, selon son calendrier et ses conditions». Le président Vladimir Poutine rencontrera lui «aujourd'hui l'émissaire de Donald Trump, Steve Witkoff, afin de poursuivre les discussions autour du plan américain visant à mettre fin à la guerre en Ukraine».

Ahsene Saaid

Coupe arabe Deuxième entraînement des Verts

La sélection nationale A' a effectué, dimanche, une nouvelle séance d'entraînement en prévision de son premier match de la Coupe arabe de la FIFA 2025, prévu, ce mercredi, face au Soudan à 13h (heure algérienne).

La séance, qui a débuté à 16h15 (heure locale), s'est déroulée sur la pelouse n°3 du complexe d'entraînement d'Al Eglâ et a été consacrée au travail tactique. Le sélectionneur national, Madjid Bougherra, a commencé à dessiner les contours de l'équipe qui devrait débiter cette première rencontre. À noter la participation d'Islam Slimani, arrivé la veille au soir à Doha. De son côté, Yacine Brahimi poursuit son programme d'entraînement spécifique, tandis que Sofiane Bendebka a rejoint le lieu du regroupement dans la soirée. Concernant la compétition, l'équipe nationale A' devra composer avec deux absences temporaires en début de tournoi en raison de leurs obligations professionnelles avec leurs clubs respectifs. En effet, la direction de Makhatchkala a refusé de libérer Mohamed Azzi et Houssam-Eddine Mrezigue avant les deux dernières journées de championnat contre Sotchi puis Novgorod les 1^{er} et 7 décembre. Ce qui signifie que les deux joueurs en question ne seront pas présents avec l'EN dès le début de la compétition. Une décision ferme, prise malgré leur convocation officielle, et qui prive notre équipe nationale d'un défenseur et d'un milieu clé au moment d'aborder la Coupe arabe. Face à cette indisponibilité, le sélectionneur national, Madjid Bougherra, a dû adapter son



groupe. Mohamed Azzi a été remplacé par Youcef Atal, appelé en renfort. Houssam-Eddine Mrezigue, lui, reste convoqué, mais rejoindra le groupe en retard. Il manquera le premier match face au Soudan, après demain

puis celui face au Bahreïn, samedi prochain, et ne sera opérationnel qu'à partir de la rencontre contre l'Irak le 9 décembre. Un handicap non négligeable pour une équipe qui espère démarrer fort. A présent, la prépara-

tion se déroule dans de bonnes conditions et ce, malgré ces impondérables. Les Verts aborderont la compétition avec un statut à assumer : celui de défendre un trophée.

Bessa N.

Open Africain d'Abidjan Six médailles dont 2 en or pour les judokas algériens

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo décroche 6 médailles (2 or et 4 bronze) à l'Open Africain d'Abidjan, disputé, dimanche en Côte d'Ivoire. Les médailles d'or algériennes ont été l'œuvre de Rahma Ghalima (-48 kg) et Lycia Anais Guebli (-52 kg), après leurs victoires respectives contre l'Ivoirienne Aramatou Banse et la Nigérienne Zalika Hassane Abdou.

L'Algérie s'est engagée avec 9 judokas

Les médailles de bronze, quant à elles, ont été remportées par Hiba Bentaleb (-48 kg), Amina Douniazed Rezoug (-70 kg), Mohamed Sid Ahmed Guemh (-66 kg) et Mohamed Benyoucef (-73 kg). Après leurs défaites dans leurs catégories de poids respectives, ces quatre judokas sont passés par les repê-

chages, où ils ont gagné le droit de disputer les petites finales pour la troisième place. Bentaleb y a dominé l'Ivoirienne Massissira Ouattara, alors que Rezoug s'était imposée devant l'Ivoirienne Aude-Axelle Okobé. Chez les messieurs, Guemh s'était imposé devant l'Ivoirien Jean Marc Kouakou Kouassi, alors que son compatriote Mohamed Benyoucef avait dominé le Camerounais Enzy Kom Teddy chez les moins de 73 kg. L'Algérie s'est engagée avec neuf judokas (quatre messieurs et cinq dames) dans cette compétition internationale, disputée en une seule journée, dimanche. Les trois autres représentants algériens dans ce tournoi, Aymen Yahiaoui (-60 kg), Mustapha Gherouti (-66 kg) et Rania Bouallal (-78 kg) ont été précocement éliminés dans leurs catégories respectives, et par conséquent, ils n'ont pas pu prétendre au podium.

Les Verts à la loupe

Al Masry

Deghmoum appelé par Perkovic ?

Non retenu par Madjid Bougherra pour la Coupe arabe de la FIFA au Qatar, le milieu offensif Abderrahim Deghmoum serait convoqué par Petkovic, selon son club. Etrange communiqué de la part d'Al Masry hier, qui a annoncé que son joueur était retenu pour la CAN-2025 qui aura lieu au Maroc, alors qu'il n'a jamais été appelé en équipe A. Le joueur de 26 ans qui compte une sélection avec les A' récemment, était plutôt attendu à la Coupe arabe qui débute au Qatar, aujourd'hui, mais finalement il n'a pas été retenu par Madjid Bougherra limité à 23 joueurs. C'est sans doute le fait qu'il ne soit pas avec les A', que son nom a pu être inscrit dans la liste élargie de Vladimir Petkovic pour la CAN-2025.

Feyenoord.

Marseille active la piste Hadj Moussa !

Une nouvelle piste prend de l'ampleur du côté de l'Olympique de Marseille à l'approche du mercato hivernal. D'après les informations du média Goal, l'OM s'intéresse

très sérieusement à Anis Hadj Moussa, l'ailier algérien qui brille cette saison du côté de Feyenoord. Une option qui, à première vue discrète, s'est transformée ces derniers jours en dossier prioritaire dans les bureaux marseillais.

Le club phocéen cherche en effet un renfort offensif capable d'apporter percussions, créativité et profondeur, des qualités que Roberto De Zerbi réclame depuis plusieurs semaines. Selon Goal, Medhi Benatia a validé le profil du Fennec et suit étroitement son évolution. Hadj Moussa coche toutes les cases: jeune, explosif, décisif et doté d'une belle marge de progression. Sa saison aux Pays-Bas impressionne : buts, passes décisives et une constance qui attire les regards en Europe. Marseille n'a jamais caché son intérêt pour les talents d'Eredivisie, un championnat où le club a récemment trouvé des profils adaptés aux exigences de son projet. L'idée d'attirer Hadj Moussa s'inscrit donc dans cette logique, renforcée par son style de jeu audacieux, sa capacité à éliminer en un contre un et sa polyvalence sur les ailes. Des caractéristiques qui rappellent à

certain observateurs les débuts flamboyants de Riyad Mahrez. Mais si la piste est sérieuse, elle n'est pas simple. Feyenoord, engagé sur plusieurs fronts, n'a aucune intention d'ouvrir la porte en janvier. Le joueur, sous contrat jusqu'en 2030, représente une pièce majeure du projet néerlandais. Le timing ajoute une difficulté supplémentaire : Hadj Moussa devrait rejoindre l'Algérie pour la CAN, réduisant sa disponibilité immédiate. Malgré ces obstacles, l'OM avance. Et toujours, selon Goal, le dossier pourrait rapidement s'intensifier cet hiver.

Young Boys

Gourvennec : «Hadjam n'est plus le même»

Jaouen Hadjam vit sans doute la période la plus aboutie de sa jeune carrière. Dimanche, sur la pelouse de Servette, le latéral gauche algérien a livré ce qui restera comme l'un de ses plus grands matchs sous les couleurs des Young Boys. Un choc spectaculaire, conclu sur un score fou (4 - 4), marqué par un but exceptionnel du Fennec... et par des réactions

fortes après la rencontre. À la 68^e minute, Hadjam a illuminé le match : une percée venue du milieu du terrain, cinq adversaires éliminés, et une frappe limpide dans le petit filet. Un but «maradonien», comme l'ont décrit les médias suisses, qui confirme son incroyable montée en puissance. Après la rencontre, l'international algérien a salué la réaction collective : «Nous avons fait un gros match, nous voulions gagner, mais c'est ça le football. Mon but ? Juste le résultat du travail et du progrès que je cherche à accomplir.» Mais la phrase du soir est venue du coach adverse, Jocelyn Gourvennec, qui avait dirigé Hadjam à Nantes. En conférence de presse, il a rendu hommage à son évolution : «J'ai eu Hadjam à Nantes. Il a beaucoup progressé. Ce n'est plus le même.» Un constat largement partagé : en pleine forme, décisif deux matchs de suite, solide en sélection, Hadjam s'impose aujourd'hui comme l'un des latéraux les plus impressionnants du moment. À ce rythme, il arrive lancé pour la CAN-2025... et met une pression considérable sur Rayan Aït Nouri pour la place de titulaire à gauche chez les Verts.

DTN

Lancement du 3^e module de la Licence CAF A à Tipasa

La Direction technique nationale (DTN) a lancé le troisième module de la Licence CAF A (3^e et 4^e groupes), organisé au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), indique un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF). Vingt-cinq candidats sont concernés par ce module consacré à plusieurs thématiques essentielles: l'entraînement sportif, les systèmes de jeu, l'animation offensive et défensive, l'observation et l'analyse d'un match, ainsi que la gestion et le coaching lors des rencontres. Les participants seront ensuite évalués à l'issue de cette phase. La DTN a publié le planning complet des formations de la Licence CAF A, s'étalant jusqu'au 2 avril 2026.

Ligue 1 Mobilis : USM Alger Résiliation à l'amiable du contrat de Salim Boukhanchouche

La direction de l'USM Alger a annoncé la résiliation à l'amiable du contrat le liant au milieu de terrain, Salim Boukhanchouche, a indiqué, dimanche soir, le club de Ligue 1 Mobilis de football sur ses réseaux sociaux. «La direction de l'USM Alger annonce avoir trouvé un accord mutuel avec le joueur Salim Boukhanchouche pour la résiliation de son contrat avec le club.», peut-on lire sur le communiqué du club algérois. La direction de l'USMA a adressé ses sincères remerciements au joueur pour sa contribution tout au long de son passage au club et lui souhaite une belle continuation dans sa carrière. Sous contrat avec le club algérois jusqu'en juin 2026, le milieu de terrain âgé de 34 ans avait rejoint le club algérois en janvier 2024 pour un contrat de deux saisons, après la résiliation de son bail avec la JS Kabylie, rappelle-t-on. Considéré comme un titulaire à part entière lors du précédent exercice, le natif de Merouana (Batna) ne fait plus partie de l'échiquier de l'entraîneur Abdelhak Benchikha depuis le 13 octobre dernier. L'ancien international algérien serait convoité par plusieurs clubs algérois, notamment le CR Belouizdad et le MC Alger.

EN La Coupe arabe comme tremplin pour certains joueurs ?

Le tirage au sort de la Coupe du Monde 2026 aura lieu dans trois jours. L'Algérie, placée dans le chapeau trois, pourrait éventuellement hériter d'un groupe compliqué.

Mais, ce n'est pas le souci majeur du coach national actuellement tourné plutôt vers la CAN au Maroc dont le coup d'envoi est prévu dans une vingtaine de jours. C'est plus factuel et urgent pour lui et pour sa sélection. Pektovic s'active en ce moment à arrêter sa liste des 23, voire des 27 joueurs auxquels il a droit. Certains sont certains d'y figurer. On pense notamment aux cadres comme Mahrez, Bensebaini, Mandi, Amoura, Hadj Moussa, Bounedjah, Bennacer, Aït Nouri, Aouar, Hadjam, pour ne citer que ceux-là. A condition toutefois qu'ils soient épargnés par les blessures. Un paramètre qu'il faut toujours prendre en compte. C'est aussi la hantise de tous les entraîneurs, surtout à l'approche des échéances importantes comme la Coupe d'Afrique des Nations. Vladimir Petkovic aura jusqu'au 9 décembre pour remettre sa fameuse liste. Entre-temps, l'équipe nationale A' aura disputé ses trois matchs de la phase des poules de la Coupe arabe des Nations qui se déroule actuellement au Qatar, respectivement face au Soudan demain, contre le Bahreïn le 6 décembre et enfin devant l'Irak, le 9 décembre. Une bonne occasion pour superviser les quelques éléments susceptibles de renforcer les A à la CAN. Car contrairement à ce qu'il a été convenu avec Madjid Bougherra, les joueurs retenus pour la Coupe arabe, du moins certains d'entre eux, pourraient finalement rejoindre les A à la CAN. Tout dépend de leur prestation et de la forme affichée au Qatar. Les éléments ayant plus de chance de



participer aux deux compétitions sont, comme on peut le supposer, Boulbina, Atal, Lekehal, ou encore Tougaï. Le coach national n'est plus aussi inflexible sur le sujet, alors qu'avant les matchs amicaux du mois de novembre, il a été catégorique en refusant de faire appel à des joueurs engagés en Coupe arabe des nations. Il faut rappeler que la CAN démarrera trois jours seulement après la clôture de la compétition arabe. La décision

prise par le coach national au préalable était plutôt logique, mais tout compte fait pourquoi allait-il se priver de renforts au moment où il en a le plus besoin. C'est probablement la question qu'il s'est posée avant de changer d'avis. D'autant qu'il s'agit de deux ou trois éléments, tout au plus, capables vraiment d'apporter une plus-value à l'équipe. Il suffit seulement de savoir gérer leur temps de jeu en insistant aussi sur la récupération pour

qu'ils restent performants. Dans ces conditions, la Coupe arabe des nations sera un laboratoire pour jauger les capacités de ces joueurs et un test pour passer au cran au-dessus pour certains, ou bien retrouver sa place chez les A pour les autres. Cela dit, le dernier mot revient à Petkovic, il a la latitude de puiser chez les A', comme il peut se contenter de ce qu'il a sous la main.

Ali Nezlioui

Coupe arabe FIFA 2025 (Gr. A / 1^{re} journée) : Syrie -Tunisie (1-0)

La Tunisie tombe d'entrée

La sélection syrienne de football a créé la surprise en s'imposant face à son homologue tunisienne 1-0 (mi-temps : 0-0), en match disputé lundi après-midi au stade Ahmed-Bin-Ali à Doha, pour le compte de la 1^{re} journée (Gr. A) de la Coupe arabe de la FIFA (1-18 décembre 2025). L'unique réalisation de la rencontre a été

l'œuvre du capitaine syrien Omar Maher Khribin (48^e) sur coup franc direct. L'autre match du groupe A oppose le Qatar (pays hôte) à la Palestine (16h45). La sélection algérienne, tenante du trophée, entamera la défense de son titre mercredi face au Soudan au stade Ahmed-Bin-Ali (13h00, heure algérienne).

Championnats d'Afrique 2025 de canoë-kayak

L'Algérie vice-championne d'Afrique, avec 17 médailles dont 7 en or

La sélection algérienne (messieurs/dames) de canoë-kayak est sacrée vice-championne d'Afrique de la spécialité, à l'issue de l'édition 2025, clôturée dimanche après-midi à Luanda (Angola), avec une moisson finale de 17 médailles : 7 or, 6 argent et 3 bronze, devancée par l'Egypte (7 or, 9 argent et 2 bronze). Le podium a été complété par la Tunisie, ayant décroché la troisième place, avec un total de seize médailles : 5 or, 5 argent et 6 bronze, au moment où le pays hôte, l'Angola, s'est contenté de la quatrième place, avec 17 médailles : 4 or, 3 argent et 10 bronze. La sélection nationale a glané sept médailles lors de la troisième et dernière journée de compétition : 2 or, 4 argent et 1 bronze, ce qui a fait la différence dans le décompte final. Les médailles d'or ont été l'œuvre de Wassim Boukezzoula au 200 mètres K1/juniors, et Bentouati Ryad au 200 mètres K1/seniors. Les médailles d'argent, quant à elles, ont été obtenues par Arabi Anfel au 200

mètres K1/seniors, Chanez Slimane au 200 mètres C1/U23 et Ayoub Haidara au 200 mètres K1/seniors, et au 1000 mètres C1/seniors, au moment où son compatriote Mohamed Ali Merzougui s'est contenté du bronze sur ce même 1000 mètres C1/seniors. Les premières médailles d'or algériennes dans cette compétition, organisée du 28 au 30 novembre à Luanda, ont été décrochées par Wassim Boukezzoula, dans l'épreuve du 1000 mètres K1/juniors, Aya Ferfad au 500 mètres K1/U23, ainsi que du tandem Walid Gherraf - Wassim Boukezzoula dans l'épreuve du 500 mètres K2/juniors, du tandem Ayoub Haïdara-Abdelhamid Djellouli au 500 mètres K2/seniors et du tandem Aya Ferfad - Arabi Anfel dans l'épreuve du 500 mètres K2/seniors. Les premières médailles d'argent, quant à elles, ont été glanées par le tandem Walid Tachache - Mohamed Merzougui dans l'épreuve du 500 mètres canoë C2/seniors, et ce même Walid

Tachache, dans l'épreuve du 1000 mètres C1/juniors, alors que les médailles de bronze ont été remportées par Aya Ferfad dans l'épreuve du 500 mètres K1/seniors et Ryad Bentouati, dans l'épreuve du 1000 mètres K1/U23. Outre les titres continentaux en jeu à Luanda, ces athlètes se sont disputés les places qualificatives aux différentes compétitions internationales, inscrites au calendrier de 2026. Pour bien préparer cet événement, l'entraîneur national Abdelmalek Azaoun avait effectué un stage intensif au barrage de Sidi Kessir, dans la wilaya de Jijel, et qu'il avait dédié essentiellement au renforcement de la condition physique et à l'ajustement des aspects tactiques. Cette compétition s'inscrit dans le programme officiel de la Fédération internationale de canoë (ICF) et de la Confédération africaine de la spécialité. Elle constitue une étape majeure, permettant aux différentes sélections nationales africaines d'évaluer leur niveau.

Meilleur coureur africain 2025 L'Algérien Hamza Yacine (Madar Pro-Cycling Team) en 5^e position

L'Algérien Hamza Yacine, sociétaire de l'équipe Madar Pro-Cycling Team, a terminé à la cinquième place du sondage du meilleur cycliste africain de l'année 2025, au moment où son compatriote et coéquipier Hamza Amari a pris la septième place, lors de la cérémonie des Africa Cycling Excellence Awards. Le titre est revenu à l'Erythréen Biniam Girmay, sociétaire de l'équipe Intermarché-Wanty, le maillot vert du Tour de France 2024, avec notamment trois étapes remportées. C'est la cinquième consécration africaine pour Biniam Girmay, après les précédentes distinctions, décrochées en 2020, 2021, 2022 et 2024. Le podium de cette édition 2025 du meilleur coureur africain a été complété par Henok Mulubrhan (Erythrée-XDS Astana) et Natnael Tesfazion (Erythrée-Movistar). Chez les dames, le titre de la meilleure cycliste africaine de l'année 2025 est revenu à la Mauricienne Kim Le Court, qui avait brillé, elle aussi sur le Tour de France cet été, avec notamment, une victoire lors de la 5^e étape. Le Court avait qui avait passées quatre journées avec le maillot jaune sur le dos, avait réalisé la meilleure saison de sa carrière sur route, s'imposant notamment à Liège-Bastogne-Liège au mois d'avri. Sur le podium féminin, la Mauricienne, sociétaire de l'équipe AG Soudal Insurance, a devancé la Sud-Africaine Ashleigh Moolman Pasio (AG Insurance Soudal Team) et l'Ethiopienne Tsige Kiros (CMC). Au classement par équipes, l'Algérie a pris la quatrième place, devancée par l'Erythrée, Maurice et le Rwanda, au moment où l'Ethiopie s'est contentée de la 5^e place, devant le Mali (6^e) et le Cameroun (7^e).

Réunion du bureau exécutif de la CIJM

Décisions stratégiques pour le mouvement sportif méditerranéen

Le bureau exécutif du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM), réuni à Portimão (Portugal), a arrêté une série de décisions stratégiques touchant aussi bien au développement sportif qu'aux programmes éducatifs et environnementaux du mouvement méditerranéen, tout en validant la tenue de son Assemblée électorale en août 2026. En ouverture de cette session, les membres du bureau exécutif du CIJM ont passé en revue l'évolution du programme des «Young Ambassadors - MYA», qui intégrera de jeunes participants originaires d'Algérie. Soucieuse de la préservation de l'écosystème maritime, la CIJM a, par ailleurs, exhorté les Comités nationaux à renforcer les actions de protection et de propreté des plages méditerranéennes. La réunion a en outre abordé le programme de développement

sportif de la CIJM, qui concerne quinze pays de la région, dont l'Algérie. Ce dispositif sera lancé depuis le Centre de préparation de Formia (Italie) et permettra à chaque Comité olympique national d'engager quatre athlètes féminines accompagnées d'un entraîneur. La liste des disciplines individuelles concernées sera dévoilée ultérieurement, la première confirmée étant l'escrime. Le Comité exécutif a, par ailleurs, approuvé la réalisation d'un ensemble de six films documentaires retraçant l'histoire des Jeux méditerranéens depuis leur création. L'édition de Taranto (Italie) en 2026 constituera, à ce titre, un moment symbolique, marquant le 75^e anniversaire du lancement des Jeux. Enfin, l'instance a arrêté la tenue de son Assemblée électorale au mois d'août 2026.



Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
14°/8°	17°/8°	9°/3°	20°/5°	21°/7°



El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
06h02	12h37	15h15	17h33	19h02

Audience

Tebboune et Attaf reçoivent le président de la Commission de l'Union africaine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier le président de la Commission de l'Union africaine (UA), M. Mahmoud Ali Youssouf, et la délégation qui l'accompagne. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, Amar Abba, et de l'ambassadeur d'Algérie à Addis Abeba, représentant permanent auprès de l'Union africaine, Mohamed Khaled. De son côté Ahmed Attaf, a reçu également, à Alger, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, en marge des travaux de la 12^e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique «Processus d'Oran». Cette rencontre a permis de «passer en revue les développements de la situation politique et sécuritaire dans le continent africain, et de mettre en lumière les défis supplémentaires imposés par la complexité du contexte international actuel». «Les deux parties ont échangé les vues sur les développements dans la région sahélo-saharienne et ceux de la question du Sahara occidental, ainsi que le rôle dévolu à l'UA dans ce cadre».



Elle lui a rendu une visite d'adieu à l'issue de sa mission en Algérie

L'ambassadrice de la République de Serbie reçue par le Président de la République

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, Mme Ana Petkovic, ambassadrice de la République de Serbie, qui lui a rendu une visite d'adieu à l'issue de sa mission en Algérie. Ont assisté à la rencontre M. Boualem Boualem, directeur de cabinet de la présidence de la République, ainsi que Ammar Abba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques.

Un service en chinois pour l'APS

Un tournant stratégique pour son 64^e anniversaire



À l'occasion de la célébration de son 64^e anniversaire, l'Agence Algérie Presse Service (APS) a lancé, lundi à Alger, son nouveau service d'information en langue chinoise, marquant une extension majeure de ses capacités médiatiques et de sa présence internationale. Cette initiative vise à toucher l'un des publics les plus importants au monde et à renforcer la projection de l'image de l'Algérie hors de ses frontières. La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, du conseiller du président de la République chargé de la Direction générale

de la communication, Kamel Sidi Saïd, du secrétaire général de l'UGTA, Amar Takdjout, ainsi que de responsables de plusieurs médias et institutions nationales. Ce nouveau service s'ajoute aux versions déjà disponibles de l'APS : arabe, tamazight (dans ses trois écritures), français, anglais, espagnol et russe, confirmant la vocation multilingue de l'agence et son ancrage dans la communication internationale. Dans son intervention, le ministre de la Communication Zoheir Bouamama a salué cette initiative «qui consacre la volonté politique d'élargir la portée du discours médiatique national et de hisser l'APS au rang des agences internationales influentes». Il a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, insiste sur la nécessité de «professionnaliser davantage les médias algériens et de renforcer leur rayonnement à l'international». M. Bouamama a souligné que le lancement de la version chinoise constitue «un tournant stratégique» permettant à l'Algérie de s'adresser directement à l'un des plus grands espaces médiatiques du monde, tout en consolidant la coopération entre Alger et Pékin dans ses dimensions politique, économique, culturelle et médiatique. Le ministre a également souligné que ce nouveau service permettra à l'APS de «contrer les narrations biaisées, valoriser les acquis de la Nouvelle Algérie et promouvoir une information fiable dans un contexte mondial marqué par une forte concurrence médiatique et la prolifération de fausses nouvelles». Il a rappelé que l'APS a accompli des progrès significatifs en matière de numérisation, de production audiovisuelle multilingue et d'adaptation aux standards internationaux, «grâce aux efforts de ses journalistes, techniciens et personnels, et à l'appui constant de l'État». L'ouverture de ce service en langue chinoise marque ainsi une nouvelle étape dans le processus de modernisation engagé par l'APS, confirmant son statut d'acteur médiatique national et international majeur. Selon M. Bouamama, cette initiative «ouvre des perspectives prometteuses pour une communication plus fluide, plus efficace et plus visible sur la scène internationale, en phase avec les ambitions d'une Algérie nouvelle, plus connectée et plus influente».

Malia Sahli

Développement régional

Sayoud et Djellaoui inspectent les projets du programme complémentaire de développement

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaloui, se sont enquis, lundi 4 Tissemsilt, de l'état d'avancement de plusieurs projets, notamment ceux inscrits dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé à la wilaya par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. A cette occasion, les deux ministres ont inspecté le projet de réalisation du pôle urbain de Boumenguèche, au chef-lieu de wilaya, où le directeur de l'Habitat, Noureddine Soudani, a présenté un exposé sur les différents programmes en cours sur ce site, dont 2000 logements publics locatifs (LPL), relevant du programme complémentaire, ainsi que 1600 logements de type location-vente «AADL3», qui seront prochainement lancés. L'exposé a également mis en avant les efforts des autorités locales pour l'éradication des habitations précaires et illicites. Ces efforts se sont traduits, au cours de cette année, par la distribution de 3764 logements et la récupération de pas moins de 77 assiettes foncières totalisant

plus de 77 hectares destinés à accueillir des projets publics, a-t-on souligné. Plusieurs équipements collectifs sont également en cours de réalisation au sein du pôle urbain, notamment des établissements scolaires et des espaces verts. Le directeur local des Ressources en eau, Yacine Belbali, a pour sa part présenté un exposé sur les réservoirs d'eau en cours de réalisation dans ce pôle urbain pour assurer l'alimentation en eau potable des futurs habitants. Il s'agit, notamment de deux réservoirs d'une capacité de 5000 mètres cubes chacun, en plus de trois autres dont les travaux sont achevés, a-t-on précisé. Sayoud a insisté sur la nécessité de respecter les délais et les normes de qualité, saluant, par ailleurs, les efforts de la wilaya dans l'éradiation des logements précaires et la réalisation de nouvelles habitations. Toujours dans la même commune, les deux ministres ont procédé à la mise en service du stade communal Drizi-Abdelkader, après un exposé du directeur de la Jeunesse et des Sports, Tahri Cheikh, sur les six opérations dont a bénéficié le secteur, dans le cadre du programme complémentaire de dévelop-

pement, parmi lesquelles des piscines de proximité et 40 terrains sportifs de proximité répartis à travers les 22 communes de la wilaya. Les deux ministres ont ensuite inspecté le chantier du nouvel hôpital de 240 lits à Tissemsilt, également inscrit dans le cadre du même programme. Cette infrastructure de santé, érigée sur plus de 14 hectares, abritera diverses spécialités médicales et chirurgicales, dont la radiothérapie, a fait savoir le directeur local de la Santé, Baha-Eddine Fatmi. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a insisté sur le respect des délais de réalisation, ainsi que des normes techniques, appelant à entamer parallèlement les démarches administratives pour son équipement en matériel médical. Par ailleurs, MM. Sayoud et Djellaoui ont inspecté le projet de la ligne ferroviaire Tissemsilt-Tiaret-Relizane sur une distance de 185 km, ainsi que le projet de réalisation d'un silo de stockage de céréales d'une capacité de 1 million de quintaux, pour un budget dépassant 855 millions de dinars. Les deux ministres ont également supervisé la mise en service du doublement de la RN14, sur huit

kilomètres jusqu'à la wilaya de Tiaret, un projet relevant du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République. La visite s'est poursuivie dans la commune de Layoune par l'inspection du projet de réalisation d'une micro-zone d'activités dans la localité d'El Kettar et l'inauguration d'un centre de proximité pour le stockage des céréales dans la région de Selmana. Le programme de la visite prévoit également la mise en service du projet de doublement de la RN120 reliant la commune de Layoune à la wilaya de Djelfa sur 22 kilomètres, ainsi que l'inspection du projet de doublement de la RN127, reliant Layoune à l'autoroute Nord-sud sur 73 kilomètres, avec la réalisation d'un échangeur dans la commune de Ksar El Boukhari (wilaya de Médéa). La visite devra s'achever par la présentation d'un exposé sur l'état d'exécution du programme complémentaire de développement accordé à la wilaya de Tissemsilt par le président de la République, en présence des élus locaux et des directeurs exécutifs.

Ali O.